

EUROPE

Tchécoslovaquie

M. Husak a refusé de recevoir le ministre néerlandais des affaires étrangères qui avait rencontré un « dissident »

De notre correspondant

Amsterdam. — Le président de la République tchécoslovaque, M. Husak, n'a pas voulu recevoir le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Van der Stoep, après sa rencontre avec la Charte 77, le professeur Patocka. A son arrivée à l'aéroport d'Amsterdam, mercredi 2 mars, après sa visite officielle de deux jours à Prague, le chef de la diplomatie néerlandaise s'est déclaré « très étonné » de la rencontre avec un citoyen tchécoslovaque, et a refusé de lui offrir un dîner d'adieu. Selon M. Van der Stoep, son collègue tchécoslovaque, M. Chloupek, qui a fait savoir que sa rencontre avec M. Husak ne pouvait avoir lieu, en raison de la publicité qu'avait donnée la presse occidentale à la courte entrevue entre M. Van der Stoep et le professeur Patocka.

Le ministre néerlandais admet que les autorités tchécoslovaques ont été irritées par l'ambiance dans laquelle s'est déroulée la visite. M. Van der Stoep a déclaré qu'il n'a pas voulu intervenir dans les affaires intérieures de la Tchécoslovaquie, mais il a estimé que l'acte final des accords d'Helsinki « regarde tous les pays signataires ». « Nous avons le droit de demander qu'en sont les choses en la matière », a précisé le ministre.

M. Van der Stoep s'est déclaré partisan de la poursuite de ce genre de « dialogue critique ». Il estime que les relations diplomatiques entre la Tchécoslovaquie

et les Pays-Bas ne devraient pas subir les conséquences de sa rencontre avec M. Husak. L'entretien imprévu avec le professeur Patocka a fait la « une » de tous les journaux. Les Pays-Bas ont envoyé plusieurs journalistes accompagner M. Van der Stoep. Ils ont dit à ce dernier que le ministre néerlandais ne refuserait pas de le rencontrer. Les vieux professeurs a alors accompagné les journalistes à l'Hôtel Continental, où logeait le ministre. M. Patocka et les journalistes ont réussi à tromper la vigilance des agents de sécurité tchécoslovaques, et la rencontre avec M. Van der Stoep a pu avoir lieu.

L'ensemble de la presse néerlandaise a admiré le courage de M. Van der Stoep. Sa volonté de venir en aide à ceux qui demandent que les droits de l'homme soient respectés fait à peu près l'unanimité. Mais le quotidien N.R.C. - Handelsblad, qui jouit d'une grande autorité, se demande si ce geste de manifestation de sympathie ne compromet pas la conférence de Belgrade. Il écrit : « Les régimes autoritaires interprètent (ces manifestations) comme une attaque directe contre leur existence même, et ils sont enclins à réagir de façon encore plus répressive. (...) On aurait dû éviter de donner l'impression qu'on voulait changer le régime (tchécoslovaque). C'est ce que le ministre néerlandais des affaires étrangères n'a pu empêcher. »

(Interim.)

Union soviétique

Une baraque brûle à Moscou

De notre correspondant

Moscou. — Il est 23 h. 50 à Moscou, ce mercredi 2 mars. Soudain, une forte explosion retentit. Quelques minutes plus tard, le téléphone sonne : c'est un ami qui habite à deux étages et qui affirme, de sa fenêtre, voir un incendie.

Il n'en faut pas plus pour réveiller, dans un Moscou encore endormi par les incendies de l'hôtel Rossi, le ministère de la marine marchande, et par l'explosion du 3 janvier dans le métro, toutes les spéculations possibles et imaginables sur les hypothétiques activités criminelles d'un groupe mystérieux de terroristes, manipulés ou non, selon les rumeurs que l'on prend en compte, par le K.G.B.

Pourtant un tel groupe existe-t-il. Force est de constater, en tout cas, que ceux qui savent, c'est-à-dire les autorités, se taisent. S'il existe bien, il a en tout cas choisi, mercredi soir, un bien piètre objectif : car le bâtiment stratégique qui s'est envolé en fumée ce soir-là n'était que l'un de ces petites

barraques en planches au puits desquelles on vend des légumes. Il ne reste rien de la baraque en question, située dans un terrain vague, à quelques centaines de mètres de la gare de Kiev. On ne saura sans doute jamais les causes de sa destruction : bombe, fuite de gaz, appareil de chauffage défectueux ?

Les autorités se refusent toujours à communiquer le bilan de l'incendie de l'hôtel Rossi, ce qui n'a pas empêché la Pravda de publier, en première page, un communiqué du comité central présentant les condoléances des dirigeants aux familles des victimes. Combien de victimes exactement ? La Pravda se garde bien de le dire. On parle, dans les milieux informés, d'une quarantaine de morts. On affirme même que, parmi eux, figuraient le vice-ministre du commerce d'un pays « frère », ainsi que plusieurs secrétaires soviétiques de régions, venus à Moscou pour participer à une conférence sur l'agriculture.

JACQUES AMALRIC.

La conscience juive face à la guerre

XVI^e colloque d'intellectuels juifs de langue française organisé par la Section française du Congrès Juif mondial.

Des textes de Emmanuel LEVINAS, Stanley HOFFMANN, Elie WIESEL etc...

176 pages, 49 F

puf

Espagne

Garantir « toutes les libertés collectives et individuelles »

(Suite de la première page.)

Les dirigeants du parti communiste d'Espagne auraient souhaité une prise de position publique et commune plus nette sur les questions actuellement posées au monde et aux communistes en particulier par le mouvement des contestataires en Union soviétique et dans les pays de l'Est. Ils avaient, dit-on, préparé un texte sans ambiguïté qui ne faisait que refléter leurs récentes et fermes condamnations de « l'absence de liberté à l'Est ».

L'adoption de ce texte par tous les participants à la conférence de Madrid, et sa publication auraient sans doute renforcé la position, dans son pays, d'un parti communiste espagnol qui multiplie par ailleurs ses gestes de bonne volonté à l'égard du gouvernement et de ses partenaires de l'opposition démocratique. Il n'est pas exclu, cependant, que l'absence de l'opposition démocratique, et même l'arrivée à Madrid de MM. Marchais et Berlinguer, aient empêché la conférence de Madrid de se consacrer à réaffirmer la solidarité totale des partis français et italiens avec le P.C.E. En apparence, c'est une boutée d'oxygène pour la jeune Union de M. Carrillo qui émerge avec discipline et prudence d'une réalité, c'est-à-dire un coup d'Espagne estimant que la seule présence à Madrid de M. Marchais et Berlinguer ne leur permettrait pas de pousser la ligne et difficile marche à la réalisation du P.C.E. Certains ajoutent même : « Au contraire ».

pour le chef de file de cette formation : maintien de l'ordre et anticommunisme. Des agences de presse liées au gouvernement ont distribué des textes de propagande apocryphes attribués au P.C.E., qui est, d'autre part, soupçonné d'avoir organisé des « comités de soldats » dans les casernes.

Nous avons l'impression, déclare l'un des principaux dirigeants du P.C.E., que nous payons l'accord secret conclu entre la droite et le gouvernement à l'occasion de la libération de M. Oriol et du général Villac-

cusa. La non-reconnaissance du P.C.E. par le ministère de l'Intérieur n'a surpris personne. Mais le recours, prévu par la loi, à la Cour suprême pourrait amorcer une procédure juridique très longue tendant à écarter le plus longtemps possible les communistes de la campagne pour les élections générales prévues en juin prochain.

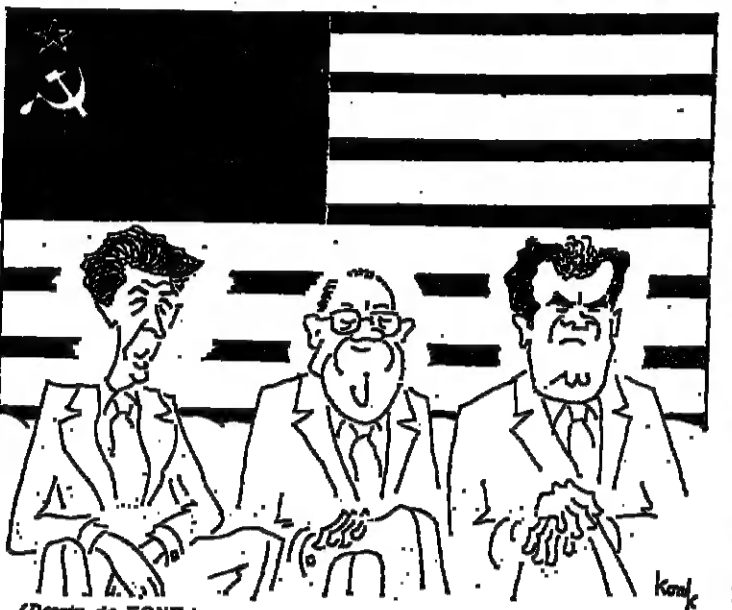
Les magistrats de la Cour suprême ont déjà fait savoir discrètement qu'il ne leur appartenait pas de juger si les statuts du P.C.E. étaient ou non en conformité avec la loi sur les associa-

tions politiques. « Il s'agit, disent-ils, d'une question essentiellement politique, et c'est par conséquent au gouvernement de décider et de prendre ses responsabilités. »

Si la Cour suprême, qui dispose d'un mois pour faire connaître son avis, maintenant cette position, une autre procédure pourrait être suggérée par le gouvernement. « Il y a progrès », déclare avec ironie un dirigeant du P.C.E. Avant, nous allions devant le tribunal de l'ordre public ; maintenant nous allons en Cour suprême. » Ironie encore, mais d'un autre ordre : la législation du P.C.E. pourrait en définitive être étudiée par des instances authentiquement franchistes restées en place.

Une conférence de presse improvisée et hâtive s'est tenue mercredi dans les salons de l'hôtel où se déroule la rencontre des trois dirigeants communistes. Une autre, qui n'est pas davantage autorisée, est prévue pour le jeudi. Mercredi soir, un dîner de moins de vingt personnes (chiffre fixé par la loi) a réuni les dirigeants communistes et quelques-uns des représentants de l'opposition démocratique. M. Carrillo se déplace dans une Cadillac blindée que lui a offerte M. Ceasacu. Et les invités italiens et français du dirigeant du P.C.E., assaillis à leur arrivée à l'aéroport de Madrid par une meute de photographes, n'ont pu prendre la parole en public, comme ils le pensaient. Arrivés le soir haut et leurs discours dans la poche, ils repartent après avoir partagé la discrimination frappant un P.C.E. qui reste pourtant fidèle à sa ligne de conciliation totale.

MARCEL NIEDERGANG.



(Dessin de EONE.)

« L'ingérence extérieure »

Les socialistes du P.S.O.E. et les démocrates chrétiens espagnols appartiennent à l'opposition officielle, et avec la bénédiction du gouvernement, ils ont l'appui international que leur donnent des partis frères européens. Le gouvernement espagnol est soucieux de ne pas méconnaître les formations de gauche dans les assemblées européennes. Elles sont souvent déterminantes. Il en va autrement avec les partis communistes européens, fusent-ils aussi étendus que ceux de France et d'Italie. Dans le cas, l'argument traditionnel en Espagne de « l'ingérence extérieure » trouve toute sa force pour les dirigeants de ces partis. Mercredi, au cours de l'opinion, M. Carrillo, au cours de ses premières entretiens avec MM. Marchais et Berlinguer, a déclaré que le P.C.E. n'est pas une formation de gauche, mais qu'il est une formation de gauche et qu'il est une formation de gauche.

On prête à M. Berlinguer, qui ne quittera Madrid que vendredi, l'intention de préciser les vues de son parti après la clôture du « sommet » européen. Il pourrait, à cette occasion, déclarer, au nom du P.C.I., les thèmes liés à « l'eurocommunisme », une formule qu'il ne refuse pas d'utiliser et qu'il a même utilisée publiquement. Mais ce sera sans doute un simple post-scriptum, la déclaration comme en trois points insistant pour l'essentiel sur les raisons qui militent en faveur d'une reconnaissance rapide et totale du parti communiste d'Espagne.

L'optimisme « réaliste » de M. Carrillo

Dans son exposé présenté à huis clos, mercredi, M. Carrillo a, de son côté, exprimé un optimisme, qu'il a qualifié de « réaliste ». Il a relevé les progrès évidents réalisés en quelques mois et annoncé le passage de la distribution de la chaise à la distribution de l'adhésion. Il a fait une carte d'adhésion, il a fait une carte d'adhésion, il a fait une carte d'adhésion.

Il a fait une carte d'adhésion, il a fait une carte d'adhésion, il a fait une carte d'adhésion.

● M. Alfonso Sastre, écrivain, membre du parti communiste d'Espagne, époux d'Ana Forest, a été arrêté, mercredi 2 mars, à l'aéroport de Barcelone, pendant une escale du vol Madrid-Barcelone. M. Sastre fait l'objet d'un mandat d'arrêt délivré en 1974 par les autorités espagnoles. — (A.F.P.)

Italie

Le Parlement ouvre solennellement l'instruction de l'affaire Lockheed

De notre correspondant

Rome. — Les deux Chambres italiennes réunies au complet, ont solennellement commencé ce jeudi 3 mars l'instruction du procès Lockheed. Leurs travaux dureront au moins une semaine et ne seront terminés qu'après la pause dominicale. Si ce procès pour corruption devait se transformer en un procès du régime démocratique-chrétien, la tragédie équilibrée parlementaire maintenue depuis huit mois grâce à l'abstention des socialistes et des communistes, serait menacée. Les dirigeants des grands partis ont intérêt à dédramatiser l'affaire, mais ils sont contraints de tenir compte de la poussée d'une « base » qui donne loi et la des signes évidents d'émouvement.

C'est au palais de Montecitorio, ancien siège des tribunaux pontificaux, que les cas de neuf « suspects » vont être examinés. Il y a parmi eux deux anciens ministres de la Défense, MM. Mario Tanassi (démocrate-chrétien) et Luigi Gui (démocrate-chrétien), accusés d'avoir reçu des pots de vin de la société aéronautique américaine — soit pour eux-mêmes soit pour les caisses de leur parti — lors de la vente à l'Italie, en 1968-1970, de quatre avions Hercules C-130. C'est la deuxième fois dans l'histoire de la République que le Parlement examine les fautes commises par des membres du gouvernement : en 1965, il avait entendu — et absous — M. Giuseppe Trabucchi (démocrate-chrétien) à propos d'un trafic de bananes. Cette fois, il y a de fortes chances qu'il ne soit pas si indulgent.

Il y a de fortes chances qu'il ne soit pas si indulgent.

« Antelope-Cobbler » absent

Si MM. Tanassi et Gui ne paraissent pas à démontrer leur innocence, deux anciens ministres seraient défaits — pour la première fois dans l'histoire de la République — devant la Cour constitutionnelle érigée pour la circonstance en Haute Cour de Justice. Avec eux compareraient alors les sept autres inculpés poursuivis pour corruption, corruption ou vol de biens publics. Ces personnes ne sont pas des ministres, mais des députés et des sénateurs. Les plus importantes auraient d'ailleurs répondu à l'appel puisqu'elles sont en fuite à l'étranger. C'est le cas d'un grand commis de l'Etat, M. Camillo Crociani, ancien dirigeant du secteur parapublic de la mécanique, et de deux évêques napolitains, les Lefebvre d'Ovidio, diocèse de Naples, et Lefebvre d'Ovidio, diocèse de Naples, qui ont été accusés de corruption.

Il y a surtout, à Montecitorio,

un grand absent : le mystérieux Antelope-Cobbler figurant dans les documents secrets de Lockheed, qui serait un ancien président du conseil. Trois hommes ont successivement occupé cette charge à l'époque des faits : MM. Giorgio Napolitano, Mariano Rumor et Aldo Moro. Ce dernier est vice-président du conseil, mais de graves accusations ont été ouvertement portées contre les deux autres dirigeants démocrates chrétiens. M. Rumor a même comparu devant la commission d'enquête parlementaire chargée de la « pré-instruction », laquelle a lavé de tout soupçon, mais à une seule voix de majorité. Certains groupes parlementaires, dont celui du P.C.I., ont fait entendre une pétition pour qu'il soit entendu quand même devant l'ensemble des députés et des sénateurs. Ils n'ont cependant pas obtenu les 477 voix nécessaires.

Grèce

L'augmentation du coût de la vie provoque une vague de grèves

De notre correspondant

Athènes. — Depuis le début de l'année, une vague de grèves, une d'avertissement, les autres de réclamation, a secoué la Grèce et leurs vingt-cinq mille employés de l'Electricité de Grèce et leurs vingt-cinq mille collègues de l'Office des télécommunications, ainsi que le personnel de la Banque de Grèce, se sont mis en grève mercredi pour une durée de quarante-huit heures. Enfin, les mécaniciens électroniques de la radiodiffusion nationale feront une grève de vingt-quatre heures.

Le premier ministre, M. Karamanlis, commentant mercredi en conseil des ministres la vague de revendications, a déclaré : « Certaines grèves sont fondées sur des revendications justes, mais qui ne peuvent actuellement être satisfaites sans ébranler l'économie du pays. » Beaucoup d'autres grèves sont en fait des démagogues syndicales. Si le gouvernement cédait par démagogie à toutes ces revendications, l'inflation serait inévitable. »

Des services et des produits alimentaires, marquent de plus en plus une tendance à la hausse. D'autre part, la morosité suscitée par un marché de l'emploi moins satisfaisant que ne le donnent à penser les données officielles est renforcée par les contraintes de l'endettement consécutif aux ventes à crédit.

Dans le contexte actuel c'est surtout le prolétariat en col blanc qui est le plus affecté. Certaines catégories d'ouvriers spécialisés sont beaucoup moins touchés. Il n'en reste pas moins que le salaire minimum ne répond plus aux réalités quotidiennes.

On observe aussi un début d'agitation au sein des organisations professionnelles agricoles, plus particulièrement dans le nord du pays, où les éleveurs se plaignent de l'indifférence des pouvoirs publics à leur égard. Dans tout le pays les agriculteurs commencent à manifester leur mécontentement.

MARC MARCEAU.

الجزيرة

AMÉRIQUES

LE BRÉSIL VA ÊTRE LE PRINCIPAL BÉNÉFICIAIRE DE L'AIDE MILITAIRE DE WASHINGTON À L'AMÉRIQUE LATINE

Washington (A.F.P.). — Le Brésil sera, en 1978, le principal bénéficiaire de l'aide militaire des États-Unis à l'Amérique latine. Le programme soumis au Congrès par l'administration Carter a été publié le mercredi 2 mars. L'assistance de Washington à ses voisins du sud totalisera, en 1978, environ 150 millions de dollars, répartis entre seize pays. Le Brésil en recevra, à lui seul, près du tiers, soit 50 millions de dollars. Les autres gros bénéficiaires seront la Colombie (39 millions de dollars), la Bolivie (15 millions de dollars), le Pérou (10,9 millions de dollars) et l'Équateur (10,4 millions de dollars).

Cette aide comprend des crédits pour l'achat de matériel militaire — de très loin le poste le plus important — des livraisons gratuites de matériel et une aide à l'entraînement.

Deux pays sont absents, cette année, de la liste des bénéficiaires : l'Uruguay, dont l'allocation a été supprimée par Washington, et l'Argentine, qui a refusé les 15 millions de dollars initialement prévus à la suite des accusations des États-Unis concernant des violations des droits de l'homme dans ce pays.

Le mouvement syndical souhaite reprendre les avantages acquis sous Roosevelt

Etats-Unis

De notre correspondant

Washington. — Les relations, déjà passablement difficiles entre la Maison Blanche et le mouvement syndical américain, risquent de se détériorer. Estimant, en effet, qu'elle a fortement contribué à la victoire de M. Carter et à l'élargissement de la majorité démocrate au Congrès, la centrale de l'A.F.L.-C.I.O. a présenté la note à payer, sous la forme d'une série de propositions ambitieuses visant essentiellement à réviser la législation qui limite depuis plusieurs années l'influence des syndicats.

Les dirigeants syndicalistes veulent obtenir du Congrès l'annulation de certaines dispositions législatives et notamment certains articles de la loi Taft-Hartley de 1947, qui restreignent sensiblement la portée de la loi Wagner passée en 1935, grâce à laquelle les syndicats s'étaient considérablement développés et avaient acquis une importance nouvelle dans la vie publique.

Outre des revendications salariales (augmentation du salaire horaire minimum de 2,50 dollars à 3 dollars, et hausse massive des heures supplémentaires), le conseil exécutif de l'A.F.L.-C.I.O. propose d'annuler la section 14 B de la loi Taft-Hartley, qui permet aux États d'interdire l'Union

shop, une disposition figurant dans de nombreux contrats collectifs et qui impose aux candidats à l'emploi l'adhésion au syndicat lorsqu'une majorité de travailleurs de l'entreprise en décide ainsi. Le programme de l'A.F.L.-C.I.O. prévoit d'autres mesures, pour protéger les syndicats contre les représailles des employeurs, autoriser les employés à négocier les contrats collectifs et pour leur permettre de participer pleinement aux campagnes électorales.

Le mouvement syndical veut reprendre les avantages acquis sous Roosevelt, contestés puis grignotés à la fin des années 40 par Truman et les présidents républicains. L'effort de restauration est d'autant plus important pour l'A.F.L.-C.I.O. que le pourcentage de travailleurs syndiqués (28 % de la main-d'œuvre totale) a encore diminué au cours des dernières années. Les syndicats veulent gagner du terrain là où ils ont toujours été faiblement implantés, dans le Sud et les États du Sud-Ouest, appelés à connaître un grand développement économique.

Les dirigeants syndicalistes, conscients des difficultés de la tâche, n'ont pas fixé de calendrier pour leurs revendications, dont

ils savent qu'elles ne pourront être que partiellement satisfaites. Néanmoins, la présence d'un démocrate à la Maison Blanche leur fait espérer qu'ils trouveront un interlocuteur plus favorable.

Une certaine méfiance envers M. Carter

La vieille coalition conservatrice des républicains et des démocrates du Sud, qui dans le passé bloquait les programmes législatifs des syndicats, a perdu, de sa force, puisque de nombreux démocrates du Sud sont relativement « progressistes » et doivent leur élection au soutien des organisations syndicales et des Noirs. Mais les relations des syndicats avec le président Carter sont tendues. Les syndicats gardent une certaine méfiance envers ce « patron », auquel ils reprochent d'ignorer les préoccupations du monde du travail, bien qu'il lui doive beaucoup de sa fortune politique.

À la fin des dernières semaines, les dirigeants de l'A.F.L.-C.I.O. ont rejoint les champions de la libre entreprise et les éco-

nomistes les plus orthodoxes pour s'opposer farouchement à toute formule, même la plus indirecte, de contrôle des prix et des salaires. Le président a eu beau réaffirmer son opposition au principe de ce contrôle, les dirigeants des syndicats ne veulent pas même accepter l'idée d'une notification préalable par les employeurs et les travailleurs des d'augmentations des prix et des salaires. Les dirigeants syndicalistes demandent en outre la suppression du conseil des salaires et des prix, un organisme pourtant dépourvu de tout pouvoir de décision.

Une telle attitude ne facilite pas évidemment les rapports avec la Maison Blanche, qui envisage cependant avec sérénité les négociations de cette année sur le renouvellement des conventions collectives. Ces conventions intéressent environ 5 millions d'ouvriers dans les industries clés de la sidérurgie, du bâtiment, des charbonnages, des chemins de fer et du vêtement. Aux États-Unis, comme ailleurs, le haut niveau du chômage freine le mouvement revendicatif et, d'autre part, les dirigeants syndicalistes savent que de trop grandes exigences rallieront contre eux non seulement les patrons et le gouverne-

ment, mais aussi l'opinion publique. Un récent sondage confirmait qu'une majorité était convaincue de l'« arrogance » de la « brutalité » et de la « malhonnêteté » des dirigeants syndicalistes. Il est vrai que les liens entretenus par certains d'entre eux avec la pègre, l'absence d'une véritable démocratie syndicale, le trinquage des élections, entraînent la méfiance, pour ne pas dire l'hostilité, de larges secteurs de l'opinion et du Congrès.

Les pressions de la base

L'ambitieux programme de l'A.F.L.-C.I.O. toujours dominé par l'octogénaire M. Meany et une majorité de dirigeants conservateurs, est en danger. Les difficultés économiques ont en effet provoqué, dans la plupart des grands syndicats, un regain de militantisme, notamment parmi les jeunes générations, comme en témoigne l'échec honorable de M. Sedovici à la présidence du syndicat de l'acier de l'État du 22 février. Certes, la paix sociale en cette période de chômage intense ne paraît pas menacée à court terme. Il n'empêche que « l'établissement » syndical, le patronat et le gouvernement sont préoccupés par cette poussée de combativité. La retraite prochaine d'un certain nombre de dirigeants, à commencer par M. Meany, coïncide avec l'arrivée d'hommes plus jeunes, mieux éduqués, et plus militants à la tête de plusieurs syndicats, comme, par exemple, M. Winpisinger, le nouveau président du syndicat des mécaniciens, qui a déjà annoncé qu'un mouvement vers la gauche était inévitable.

L'événement important de nature à modifier l'équilibre des forces, pourrait être le retour après neuf ans de sécession, du Syndicat de l'Automobile (U.A.W.), au sein de l'A.F.L.-C.I.O. Son nouveau président, M. Fraser (il succède à M. Woodcock), héritier spirituel de M. Walter Reuther, le dirigeant déchu de l'U.A.W., dont l'action s'inspirait d'un socialisme modéré, devrait s'imposer comme le leader de la gauche et faire contrepoids à M. Kirkland, actuellement trésorier de l'organisation et premier lieutenant de M. Meany, auquel il doit succéder.

Le rajeunissement des cadres doit donc favoriser l'aile gauche de l'A.F.L.-C.I.O., ce qui peut impliquer un affaiblissement de l'antisocialisme virulent qui anime M. Meany et ses amis, préoccupés en outre par la défense des intérêts des millions de travailleurs employés dans les industries de la défense. Les leaders de la gauche syndicaliste persistent-ils dans leur opposition déclarée à la politique officielle de l'A.F.L.-C.I.O. qui appelle toujours le Pentagone pour augmenter, ou en tout cas maintenir, les dépenses militaires ?

HENRI PIERRE.

● LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS a adopté mercredi 2 mars un « code de conduite » qui prévoit notamment que ses membres ne pourront pas percevoir à l'extérieur un salaire supérieur à 15 % de leur indemnité actuellement fixée à 57 500 dollars par an. Les représentants devront en outre divulguer l'origine et la valeur des cadeaux en nature qu'ils peuvent recevoir, ainsi que les versements supérieurs à 100 dollars (environ 500 F). — (A.F.P.)

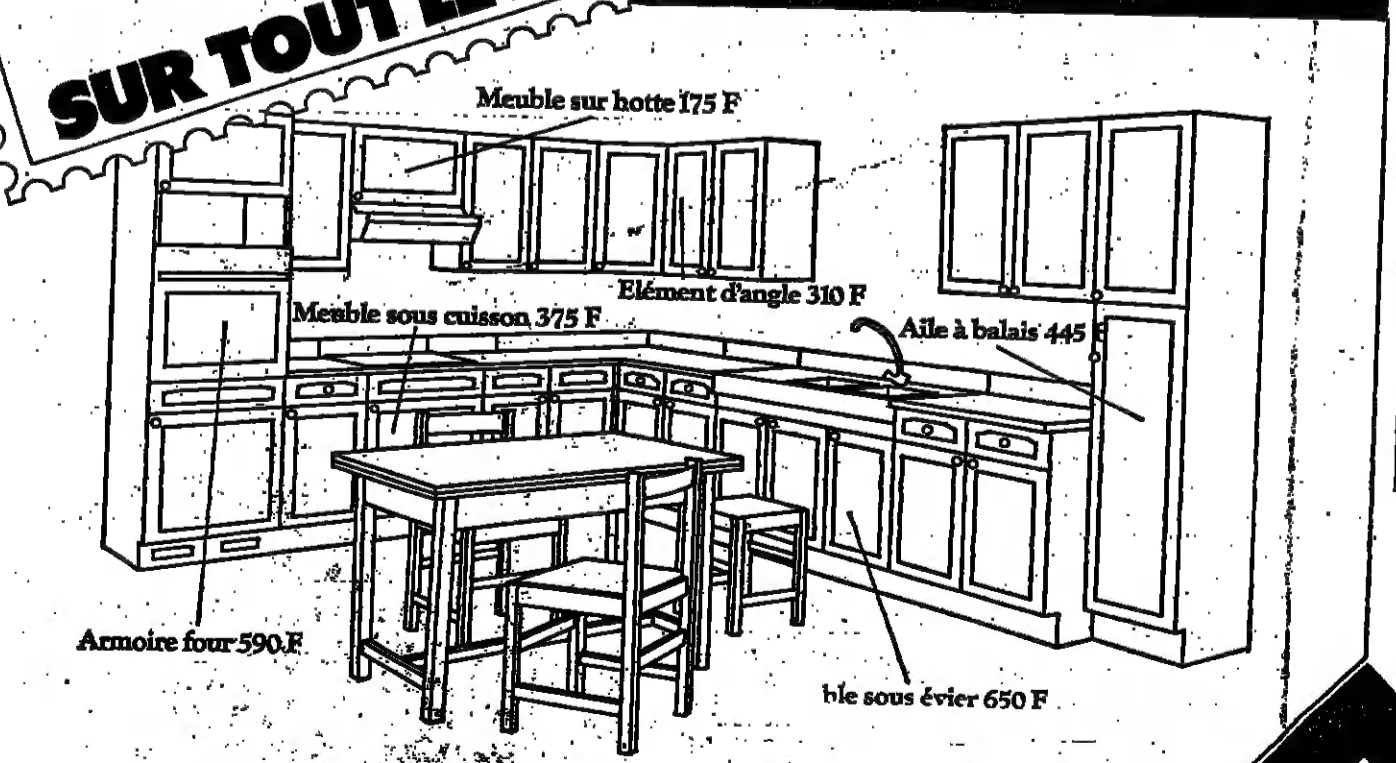
Bolivie

● DES ARGENTINS DÉTENUÉS en Bolivie ont récemment disparu des prisons où ils se trouvaient, accusés les familles de plusieurs d'entre eux, qui craignent qu'ils n'aient été livrés aux autorités de Buenos Aires. Il s'agit, en particulier, de MM. José Pimentel, Ruben Romero, Edmundo Spinoza, Hugo Lima et Luis Stamponi, et de Mme Graciela La Ruffalo, apprend-on à Paris.

Dans les 8 BHV. Toutes les bonnes recettes pour résoudre votre problème cuisine.



JUSQU'AU 26 MARS
CREDIT GRATUIT* 9 MOIS
SUR TOUT LE MAGASIN



Dans les 8 BHV, vous trouverez forcément la cuisine qui vous convient. Des matériaux, des coloris, des revêtements, à vous de choisir votre style. Éléments à poser, éléments à suspendre, on y encastre un four ou une plaque chauffante, on y place un évier, on les préfère avec ou sans tiroirs, on les pose en angle et surtout on choisit ses dimensions.

Et si vous ne pouvez pas vous décider, faites le plan de votre cuisine et venez en BHV. Des spécialistes l'étudieront avec vous et vous proposeront un aménagement vraiment conçu en fonction de vos besoins.

Quelques exemples de prix :

Cuisine "naturel" Nougat, éléments revêtus de plaques inox.
Éléments à suspendre, profondeur 35 cm : 195 F
1 porte largeur 40 cm : 260 F
1 porte largeur 60 cm : 315 F
2 portes largeur 80 cm : 310 F
Éléments à poser, profondeur 62 cm : 310 F
1 porte largeur 40 cm : 395 F
1 porte largeur 60 cm : 555 F
2 portes largeur 80 cm : 555 F

DISPONIBLE IMMÉDIATEMENT

Jusqu'à épuisement des stocks.
* À partir de 850 F d'achats.
Après acceptation du dossier.
À l'exception des articles signalés par points verts et des services.
Dans la limite des stocks disponibles.
Non cumulable avec franco livraison et les opérations promotionnelles en cours.

Exemple : 3 éléments à poser 1250 F
Avec le crédit gratuit, 1^{er} versement comptant 252 F
et 9 mensualités de 112 F 1008 F
soit 1260 F

BHV Installations Service est à votre disposition pour faire poser chez vous meubles et appareils par des professionnels sélectionnés.

Capelou
TOUT CE QUI SE TRANSFORME EN LIT



DUCAL
EXPOSITION ET DEMONSTRATION
CAPÉLOU Distributeur
MAGASIN DE VENTE
37, Av. de la République
PARIS 12^e - Métro PASTEUR
Tél. 557 46 35 - 1

Pour être sûr de bien choisir.
LES 8 BHV : RIVOLI - PARLY 2 - MONTLHERY - GARGES - FLANDRE - BELLE ÉPINE - ROSNY 2 - CRETEIL -

150 000 000

AFRIQUE

Rhodésie

SCISSON DANS LE PARTI DE M. SMITH

Neuf députés du Front rhodésien vont d'approuver la réforme foncière

De notre correspondant

— Une session est intervenue mercredi 2 mars dans la nuit du premier ministre, au cours de laquelle les politiques se sont dissolues dans un plan gouvernemental destiné à réduire la discrimination dans le pays. L'un d'entre eux est le secret d'Etat. Quel est le secret d'Etat ?

En effet, M. R.G. Cooper, an-

neuf membres du comité ont décidé de quitter le pays en signe de protestation. Ils ont demandé à la loi foncière, qui, jusqu'à présent, divisait le pays en deux zones, de reconnaître également les quelque deux cent vingt mille blancs, l'autre attribuant aux six millions de noirs. Le président rhodésien (du 22 février).

zones exploitées jusqu'à présent par les fermiers blancs du sud. Dix fois plus de noirs, pauvres à toutes les étapes, ne subsisterait qu'une exclusivement blanche de la Rhodésie.

contre 18 millionnellement.

été voté, ce projet doit approuvé à la majorité des deux tiers. Il semble qu'il soit possible de réunir quarante

ancien ministre de la défense démisionnaire il y a deux semaines, a déclaré que son gouvernement, de M. Smith, évoquant dans une longue déclaration son « inépuisable appréciation de la valeur de cet acte et du courage exigé ».

● Le corps multi d'un missionnaire catholique d'origine espagnole, le Père José Manuel de la Cruz, Directeur de la mission de Gwelo, qui vivait en Rhodésie depuis vingt-huit ans, a été découvert près de l'école de la mission de Gwelo, dans le sud de la Rhodésie.

C'est le onzième missionnaire qui a trouvé la mort depuis trois mois en Rhodésie. Il semble qu'il ait été tué à cause de sa mort

ensuivre. (A.F.P.)

Ethiopia

MANIFESTATION DE MASSE A ADDIS-ABEBA

Le lieutenant-colonel Mengistu dénonce « l'impérialisme américain »

Le lieutenant-colonel Mengistu l'ordre public n'y est plus assuré.

Sebba. — La République libyenne n'est plus seulement arabe, elle est devenue, le mercredi 2 mars, populaire et socialiste. M. Abdel Fattah, frère du

Sobha. — Le République libyenne n'est plus seulement arabe, elle est devenue, le socialisme à mars, populaire et mondial. Le président Kadhafi, quitte un pays qui aura changé de nom au cours de sa visite. Le congrès général du peuple a solennellement déclaré que la Libye est le pays du peuple (le Monde du 2 mars), devant un témoin de marque, qui incarne une révolution mondiale. Le monde des pays du tiers-monde s'ébranle, coïncidant avec l'universaire de la naissance du prophète, autre référence venue par le chef libyen. La présence d'un tel gouvernement étranger devait en outre, aux yeux du colonel Kadhafi, donner à cette proclamation internationale, un caractère international, fortement désiré.

et « décisive », étape. Bien qu'il ait été très chaleureusement accueilli, M. Fidel Castro s'est à plusieurs reprises retrouvé seul et isolé. Il a dit dans une certaine mesure : « Je ne pensais peut-être être la vedette. »

Les délégués du peuple libyen, qui représentent des centaines de milliers de citoyens, ont voté de la « démocratie directe » que leur proposait leur dirigeant. Tard dans la nuit de mercredi, un référendum a été organisé, dans les modalités d'une charta constitutionnelle qui, sur le fond, ne pouvait être qu'approuvée. L'ardeur des congressistes était telle qu'ils ont voté à l'unanimité la dernière mise au point n'aurait dû être qu'une simple formalité, est restée inachevée. Les dernières séances ont été particulièrement intéressantes. Elles ont permis de constater que le peuple libyen n'aient qu'un seul et même

Le chef de l'Etat libyen a dé- confiance aux dirigeants actuels. Deux articles du texte mentionné

La situation à Addis-Abeba même ne cesse de se dégrader et

La platine :

pas de dépenses superflues.

Platina Pioneer PL 115 D

Index

type. Rik Antonius, le dément et catégoriquement informé, diffusé par Radio-France selon laquelle « deux mille mercenaires assistés par des militaires kenyans se préparaient à marcher sur l'Ouganda »... (A.F.P. Reuters).

République

elle « prêche ».

Sud-Africaine

● LE GROUPE DE JOURNAUX ET DE REVUES AFRIKAANS PERSKORP, lié au parti nationaliste de M. Vorster, a décerné son prix littéraire 1976

BAI
148, AV. DU MAR
75014 PARIS
567.43.00

(Publicité)

Breytenbach, qui purge, en novembre 1975, une peine

neut ans de réclusion pour «*activités terroristes* ». Le journaliste français en question a été remis à son frère, le photographe Claude Breynat, journaliste africain convaincu. Selon celui-ci, Breynat Breynethan continue d'exécuter dans sa cellule des travaux de réparation. Ses propos pas être publiés en Afrique du Sud avant sa libération.

(Corresp.)

La plaine n'est pas le
meilleur environnement de la pho-

1 - Platine Pioneer PL 115 D
2 - bras et carters
3 - couvercle

5.100 F

Venez donc l'écouter avec nous. Et prendre les "Dossiers Quartz HIFI" que nous avons mis de côté pour vous.

QUARTZ
Pour bien réussir votre chaîne.

Neuilly 110, av. Ch. de Gaulle M ^o Sablons	Paris 31, bd Sébastopol M ^o Châtelet	Marseille 39, av. J. Carlini M ^o Castellane
---	---	--

essions de la base


[illegible]

1. Walter Ruch, leader de l'UAW, a déclaré que les syndicats doivent agir de la même manière à Milwaukee.

HENRI PIERRE

MAINTIENS DES RITES
L'abbé de la Roche-Beaucourt, directeur
du séminaire de Saint-Étienne, a écrit
à son évêque, Mgr de La Motte, pour
lui proposer de faire célébrer, le 15
septembre, la fête de la Transfiguration
dans toutes les églises de la région.
L'évêque a répondu par la négative.
L'abbé de la Roche-Beaucourt a
répondu qu'il ne pouvait pas le faire
sans l'autorisation de son évêque.
L'évêque a répondu qu'il ne pouvait
pas le faire sans l'autorisation de son
évêque. L'abbé de la Roche-Beaucourt
a répondu qu'il ne pouvait pas le faire
sans l'autorisation de son évêque.

olive

PELOU
T*CE QUI
ANSFORME
EN LIT

CAL
SOLUTION

OU distributeur
dans votre
région
17 40 35 +

alfa romeo
CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF
GAP
122 R. VAILLANT-COUTURIER
93130 NOISY-le-SEC
PANTIN 845-97-67

NOUVEL ARRIVAGE
PRIX CHOIX STOCK
MONDIAL MOQUETTE
DANS LES 11 CENTRES MONDIAL MOQUETTE

6 COLORIS EXTRAS MOQUETTE VELOURS 29 F/m ² UNE TRÈS BELLE MOQUETTE A LA PORTEE DE TOUS	EN MOQUETTE BOUCLEE 15 F/m ² 100 rouleaux fin de série, g ^{de} largeur décorée DEPECHEZ-VOUS	ICI EN OFFRE UNE QUALITE EXCEPTIONNELLE A UN PRIX TRES BAS MOQUETTE Gde LARGEUR 22 F/m ² STOCK LIMITE FIN de SERIE
---	--	--

APPORTEZ VOS DIMENSIONS - LIVRAISONS - POSES ASSUREES

OUVERT : Lun. Mar. Mer. Jeu. Ven. 9 h-21 h. Sam. Dim. Fêtes 9 h-20 h.

PARIS 13 ^e : 40, quai d'Austerlitz Face gare d'Austerlitz. Tél. : 594-72-38.	BAGNOLET : 191-193, av. Pasteur 5 mn Porte des Lilas. Tél. : 858-16-45.	FOSSÉS-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fossés. Près gare S.N.C.F. Tél. : 471-03-44.
PARIS 14 ^e : 93, bd Jourdan 50 m Porte d'Orléans Tél. : 539-33-52. Fermé le dimanche.	COIGNIERES (N 10) : près Trappes, route du Pont d'Auteuil Tél. : 461-70-12.	MAISON-ALFORT : 129, rue Jean Jaurès, RN 5. Tél. : 375-44-70.
PARIS 18 ^e : 114, rue Damrémont. Tél. : 606-05-73.	BOULOGNE : 82 bis, rue Gallieni. Tél. : 605-45-12.	SAINT-DENIS : 73, rue de la République - Tél. : 820-82-83 Fermé le dimanche à 13 h.
PARIS 19 ^e : 144, bd de La Villette. M. Colonel-Fabien et J.-Jaurès. Tél. : 203-00-79.	11 CENTRES A VOTRE SERVICE	

POLITIQUE

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 2 février 1977 au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

LES PROGRAMMES DES COLLEGES

Le ministre de l'éducation a présenté au conseil une communication sur les nouveaux programmes des collèges.

En application de la loi du 11 juillet 1975 portant réforme du système éducatif, tous les élèves doivent recevoir, après la formation primaire, une formation secondaire de quatre années. Le ministre a présenté au conseil les programmes de chaque discipline à donner en sixième et à partir d'une étude sur les savoirs et les savoir-faire que les élèves doivent maîtriser à l'issue de leur scolarité. Les listes des matières à étudier en classe (programmes) sont élaborées de façon détaillée pour les classes de sixième et de cinquième ; il s'agit de la préparation pour les classes de quatrième et de troisième. A la rentrée prochaine, toutes les classes de sixième appliqueront les textes qui les concernent.

Ces programmes doivent être pratiques, vivants, formateurs, ouverts aux réalités du monde contemporain et apporter aux jeunes les moyens nécessaires de développement et de culture. Les Français, les mathématiques, les langues vivantes, les sciences exactes et les sciences humaines sont les domaines de la formation de base. Les programmes de sixième et de cinquième sont conçus pour être complémentaires et s'articuler entre eux. Les programmes de sixième et de cinquième sont conçus pour être complémentaires et s'articuler entre eux. Les programmes de sixième et de cinquième sont conçus pour être complémentaires et s'articuler entre eux.

Les horaires fixés maintiennent un équilibre satisfaisant entre les sept disciplines fondamentales du tronc commun. Pour mieux tenir compte de la capacité d'attention et d'absorption des élèves, le total hebdomadaire, en classe de sixième, est allégé et ramené à 21 h. 30. A cet effet, les heures de cours sont réparties de la façon suivante : quatre heures de cours de sixième, quatre heures de cours de cinquième, quatre heures de cours de quatrième, quatre heures de cours de troisième.

Des heures optionnelles complémentaires sont possibles en éducation artistique dans la classe de sixième. L'horaire hebdomadaire d'éducation physique et sportive sera

de trois heures et de deux heures de sport optionnel.

Les projets de textes correspondant à ces réformes font l'objet de toutes les consultations nécessaires.

Le président de la République a déclaré : « La définition et l'acquisition d'une même culture pour tous les jeunes Français qui ont tous désormais dans une même école et un collège identique est un élément essentiel d'unité de la société française, et de réduction de l'inégalité des chances. Ce sera un élément essentiel du changement vers l'unité et la justice. »

L'HORAIRE DES ÉCOLIERS

Le ministre de l'éducation a également présenté au conseil une communication sur l'aménagement du temps scolaire.

Le plan proposé qui est, pour le moment, de caractère limité, doit entrer en application dès la rentrée scolaire. Il a été établi après consultation des fédérations de parents d'élèves, du corps médical, des syndicats de personnel, de divers partenaires sociaux, centrales ouvrières, agricoles, patronales, des représentants des cultes et des départements ministériels intéressés.

Il a été constaté qu'au-delà de 45 à 50 minutes de classe, l'attention des jeunes élèves de dix à treize ans baisse rapidement. Pour en tenir compte, la durée de cours en français, mathématiques, langues vivantes, histoire, géographie et sciences expérimentales sera ramenée de 55 à 50 minutes dans les nouvelles classes de sixième. Celles des cours d'éducation manuelle et technique, d'éducation artistique et d'éducation physique et sportive resteront inchangées.

Le temps moyen hebdomadaire de travail d'un élève de sixième sera de 28 heures : 21 heures d'enseignement et 7 heures de travaux personnels. Les heures de travail personnel seront réparties de la façon suivante : quatre heures de travaux personnels d'application ou d'approfondissement. Compte tenu des nouveaux horaires, la semaine d'un élève de sixième devra comprendre au minimum cinq matières et deux après-midi.

Le ministre a constaté que l'emploi du temps pouvait être organisé suivant deux conceptions :

— L'emploi du temps est organisé en quatre périodes : matin, midi, après-midi, et soirée. Le matin, de 8 heures à 12 heures, comprend les cours de français, mathématiques, langues vivantes, histoire, géographie et sciences expérimentales. Le midi, de 12 heures à 13 heures, comprend les travaux personnels d'application ou d'approfondissement. L'après-midi, de 13 heures à 16 heures, comprend les cours de français, mathématiques, langues vivantes, histoire, géographie et sciences expérimentales. La soirée, de 16 heures à 19 heures, comprend les travaux personnels d'application ou d'approfondissement.

Les parents, les élèves et les enseignants de classe de sixième seront informés des avantages et inconvénients de ces deux conceptions ainsi que de la solution choisissant à ne pas travailler le samedi matin. Le choix sera fait par chaque collège, après consultation du conseil d'administration du conseil d'école, des autorités municipales religieuses, sportives, médicales, sociales par cette répartition. La coordination nécessaire devra être recherchée avec les établissements voisins.

L'année scolaire sera rééquilibrée et comportera trente-cinq semaines de travail réparties en six périodes de cinq et six semaines chacune. Les examens d'enseignement général, B.E.C. et baccalauréat, seront passés suivant des formes allégées mais se dérouleront pendant la première quinzaine de juillet.

LES LOISIRS DES JEUNES

Le secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports a présenté une communication sur les loisirs des jeunes. Si l'emploi est la préoccupation première des jeunes Français, il ne peut y avoir de projet pour la jeunesse qui ne prenne en compte ses besoins de loisirs. Or, les cadres traditionnels, la famille, l'école, les associations, ne peuvent plus répondre à la demande d'adolescents dont les exigences vont croître avec l'aménagement des rythmes scolaires.

Les méthodes d'action du gouvernement dans ce domaine doivent reposer sur l'initiative décentralisée et sur le pluralisme : l'État ne doit pas tout régenter ; l'appréciation et la satisfaction des besoins doivent se situer au plus près du cadre de vie quotidien des jeunes ; la plus large possibilité de choix doit être offerte aux intéressés et à leur famille ; l'effort, enfin, doit être orienté, en priorité, en faveur des enfants et des adolescents.

L'objectif recherché est d'abord celui d'un plus large accès des jeunes aux loisirs par une meilleure information et une meilleure utilisation du potentiel existant, rendues nécessaires par l'aménagement des rythmes scolaires. En second lieu, la valorisation de ces loisirs sera poursuivie par une formation améliorée et plus concertée des animateurs, par la rénovation profonde des centres de vacances et par une répétition pluriannuelle des aides publiques au bénéfice des actions les plus intéressantes. Ce projet nécessite un renforcement de la vie associative et sera mis en œuvre progressivement. Le secrétaire d'État à la culture a précisé les conditions dans lesquelles les activités culturelles peuvent être mises à disposition des jeunes et ouvrir leurs loisirs en

satisfaisant leur besoin d'activité et d'expression. La première action consiste à initier les enfants à l'école à une pratique culturelle : littéraire, musicale, théâtrale, artistique, cinématographique, technique. Un contact avec les artistes recevant des subventions de l'État sera recherché et la formation des animateurs musicaux devra être développée. La deuxième action majeure consiste à favoriser la pratique culturelle en dehors de l'école, notamment au sein des associations qui doivent être incitées et aidées à prendre des initiatives susceptibles d'intéresser les jeunes et de les faire participer à leurs activités. Les moyens prévus au VII^e Plan pour le développement de la vie associative doivent permettre de multiplier des opérations adaptées aux jeunes. D'ores et déjà, plusieurs opérations ont été lancées intéressant, notamment, la protection du patrimoine ou de la musique. D'autres pourraient être envisagées dans les domaines de la protection et de la découverte de la nature, du théâtre amateur, du cinéma, des plus grandes fréquentations des musées et des bibliothèques sera développée. La multiplication d'actions de ce type implique que les associations reçoivent certains moyens matériels et que le nombre des animateurs ayant reçu une formation appropriée soit accru.

DÉVELOPPEMENT DU SPORT

Le secrétaire d'État auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et Sports) a également présenté une communication sur le bilan et les perspectives du développement du sport en France, depuis le vote de la loi du 29 octobre 1975 dotant le sport d'un nouveau statut. Avec sept millions et demi de licenciés actifs dans cent cinq mille clubs, le mouvement sportif connaît un réel redressement. Cet effort sera poursuivi à l'école, dans les clubs et les fédérations, ainsi que dans le grand public ; d'ici à deux ans tous les collèges bénéficieront de trois heures d'éducation physique et sportive hebdomadaires et tous les lycées de deux heures de sport. Avec sept millions et demi de licenciés actifs dans cent cinq mille clubs, le mouvement sportif connaît un réel redressement. Cet effort sera poursuivi à l'école, dans les clubs et les fédérations, ainsi que dans le grand public ; d'ici à deux ans tous les collèges bénéficieront de trois heures d'éducation physique et sportive hebdomadaires et tous les lycées de deux heures de sport. Avec sept millions et demi de licenciés actifs dans cent cinq mille clubs, le mouvement sportif connaît un réel redressement. Cet effort sera poursuivi à l'école, dans les clubs et les fédérations, ainsi que dans le grand public ; d'ici à deux ans tous les collèges bénéficieront de trois heures d'éducation physique et sportive hebdomadaires et tous les lycées de deux heures de sport.

(Lire page 12.)

Une réunion de travail les 15 et 16 avril

Le président de la République a indiqué le programme de travail du gouvernement pour le mois de mars :

Le conseil des ministres du 9 mars sera consacré à la politique familiale.

Le conseil des ministres du 13 mars portera sur les moyens d'améliorer la formation et l'emploi dans le secteur de l'artisanat, et sur l'application de la réforme foncière et de la réforme du logement.

Le conseil des ministres du 23 mars portera sur l'amélioration des rapports entre l'administration et les citoyens.

Le premier ministre présentera une communication sur l'organisation du ministère de l'économie et des finances, et sur l'amélioration des rapports entre les administrations financières et les usagers.

D'autre part, le gouvernement tiendra une réunion de travail de deux jours à Rambouillet, les 15 et 16 avril, pour analyser les principaux problèmes intérieurs et extérieurs, et définir les solutions appropriées.

vient de paraître

DOCUMENTS DU CENTRE D'ÉTUDE DES REVENUS ET DES COÛTS.

Les prix alimentaires en 1963/75. CERC n° 28. 12 F
Dispersion et disparités de salaires à l'étranger. CERC n° 29-30. 24 F
Dispersion et disparités de salaires en France au cours des vingt dernières années. CERC n° 25-26. 24 F
maisons de presses, librairies et LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31 quai Voltaire 75340 Paris-Cedex 87

De nouveaux vols vers des pays neufs.

Manaus : un raccourci pour Lima.

A partir du 8 avril 1977, Air France gagne Manaus, le cœur de l'Amazonie. En exclusivité au départ de Paris, chaque vendredi à 14 h. Arrivée à Manaus à 20 h 45. Vols en Boeing 747. Désormais, la nouvelle ligne Paris-Cayenne-Manaus devient le chemin le plus court pour Lima : 3 h 50 de gagnées. Manaus est la 3^e escale d'Air France au Brésil après Rio et São Paulo.

AIR FRANCE
Le monde plus proche.

1500 من الودع

YVELINES : des Florentins à Versailles et du nouveau à Saint-Germain

Benjamin en Yvelines où la gauche présente des listes d'union avec les onze communes rassemblées dans le Syndicat communalautaire d'Amboise (S.A.M.). La poussée des voix de gauche se fait d'entre elles la liste de gauche conduite par le parti communiste dans trois par le parti communiste et dans une par les S.A.M. La poussée des voix de gauche semble telle que socialistes et communistes espèrent se majoritaires au sein du Syndicat communalautaire d'Amboise. La majorité peut cependant sauver quelques localités comme Coligny, Blannocé et Saint-Jean-le-Petit. Mais plus encore que la poussée démographique et les fluctuations de l'habitat sont sensibles, ce sont les non-alignés qui feront la défection à Saint-Quentin-en-Yvelines.

● **A Beaumont.** — Une erreur de transmission nous a fait écrire dans le *Monde* du 11 février que Michel Garcin, secrétaire général de la Compagnie européenne d'Industrie (ex-Lip), qui se présente aux élections cantonales à Beaumont sur la liste de union de la gauche, avait été maintenu dans ses fonctions par le conseil d'administration. Il fallait lire syndicat et non conseil d'administration. Michel Garcin reste, en effet, à Beaumont sans salaire de la société à laquelle il avait été remercié par les actionnaires parisiens de l'entreprise. Son travail particulier, qui lui avait été confié par la direction,

Municipales

ersailles
ain



Parmi les heureuses mesures qu'elle a imaginées avec son bon sens et son sens pratique habituels, il y a par exemple depuis la Suisse les vols non-stop à destination de Bagdad, Dhahran, Istanbul, Téhéran, Le Caire et Tel Aviv. La plupart de ces liaisons étant assurées par

On peut obtenir des cartes d'entrée, et surtout des renseignements sur les vols de correspondance à destination de la Suisse, auprès des agences de voyages IATA ou de Swissair.



Horaires d'hiver 1976/77, sous toute réserve de modifications.

POLITIQUE

La préparation des

LA « BATAILLE » POUR LA MAIRIE DE PARIS

INSTANTANÉ

Un homme de défis et de paris

Réflexe professionnel. Un instant submergé, celui, journaliste, qui rencontre Jack Lang pour la première fois ne peut pas ne pas se dire un instant : « Celui-là, pas de problème, pour qu'il se taise, il va falloir l'abattre. » Bien sûr, on ne passe pas aux actes, on n'a même pas à se résigner, car vient très vite le moment où le tourbillon Lang vous entraîne.

« Séduire et convaincre », adir pour mieux convaincre. Devise et pari de ce vieux jeune homme. Par réussi déjà. A trente-sept ans, il est ce doyen de la faculté de droit de Nancy qui vous explique au passage, manières d'ironie, que « le droit maritime, c'est de la poésie pure ». Il est cet homme de théâtre à la « carrière » déjà largement établie, créateur et président du Festival International de Nancy, après avoir dirigé jusqu'à sa disparition en 1974 le Théâtre national de Chailiot.

Jack Lang est visiblement un homme de défis et de paris :

En sept ans quarante-deux mille habitants en moins

Intellectuel, Jack Lang ne discute même pas. Il l'est, et même du type foucure. Parachuté ? « Pas du tout, j'ai longtemps travaillé sur ce quartier et j'ai un appartement ici. J'ai moi la chance d'avoir encore un appartement ici. Notre charmant adversaire parisien aujourd'hui d'un Paris ville pure, ville verte, ville belle. Il ferait mieux de se préoccuper de la réactivation d'un quartier dépeuplé et appauvri. En sept ans, les quatre premiers arrondissements de Paris ont perdu un quart de leur population, quarante-deux mille personnes parachutées ailleurs. Quarante-deux mille, c'est Saint-Malo déportée. C'est fait ces deux millions de la majorité pour s'y opposer, eux qui avaient le pouvoir et la puissance ? »

Goût de la formule, sens de la polémique, soit, mais ce n'est pas là l'essentiel. Laissons le deuxième arrondissement « bourgeois » et le troisième, « pour-trasparenteville », effectivement alignés par la spéculation, à leurs querelles et campagnes électorales. Ce n'est pas ce Jack Lang, préparant avec ses cotisations la traditionnelle profession de loi — « la dramma de la banalité, dit-il en riant, avec en prime la bêtise des quatre candidats » — pesant le journal électoral, bombardant l'interlocuteur de chiffres et de statistiques, vitupérant l'adversaire, dénonçant les « conditions de vie effrayantes, effrayantes de vie, d'habitat, de milieu culturel dans un quartier au cœur de Paris, où on a presque envie de faire de l'ethnologie », ce n'est pas ce Jack Lang-là, battant la campagne, serrant de mains et démarcheur de la démocratie, qui mérite, plus ou moins qu'un autre, l'attention. Le candidat novice et découvreur sans grande émotion ni surprises les floettes de l'électionnalisme — « dans une société de spectacle il faut organiser un minimum de mise en scène, créer un minimum d'événement » — s'annonce moins que la candidature.

Que vient-il donc faire dans cette galère ? Jack Lang, après une période « mendiante » avait abandonné la politique active en

PIERRE GEORGES.

MM. FISZBIN ET SARRE VONT DISTRIBUER ENSEMBLE LEUR « CONTRAT MUNICIPAL »

La fédération de Paris du parti communiste a annoncé mercredi 2 mars que « deux grandes initiatives de masse » vont être prises dans le cadre de la campagne menée par les candidats de l'union de la gauche.

Vendredi 4 mars, au matin, les candidats des listes d'union de la gauche et les militants des partis de gauche distribueront, ensemble, à un million d'exemplaires, le « contrat municipal ». Ils seront accompagnés par deux cent sept stations de métro ; MM. Sami Fiszbin et Georges Sarre seront, ensemble, au milieu des distributions.

D'autre part, dans les prochains jours qui précéderont le premier tour de scrutin dans les arrondissements vingt-quatre grandes réunions publiques, au cours desquelles les candidats s'adresseront aux Parisiens et aux Parisiennes.

PARIS-ÉCOLOGIE : nous maintiendrons nos listes partout où nous le pourrions.

« Nous maintiendrons nos listes au deuxième tour des municipales partout où les résultats du premier tour nous le permettront », a déclaré, le 2 mars, les responsables de Paris-Écologie en présentant les dix-huit listes communales qu'ils présenteront dans la capitale.

« Aucune consigne de vote ne sera donnée pour le second tour », a-t-il précisé, « nous ne nous laisserons pas influencer par les résultats du premier tour, nous nous en tiendrons à nos principes ». Les responsables de Paris-Écologie ont également précisé que, si les résultats du premier tour leur permettent de présenter des listes au second tour, ils ne se limiteront pas à défendre les listes écologiques, mais qu'ils présenteront également des listes de gauche et de droite.

« Nous refusons de considérer ces élections comme un premier tour », a-t-il déclaré, « nous nous en tiendrons à nos principes ». Les responsables de Paris-Écologie ont également précisé que, si les résultats du premier tour leur permettent de présenter des listes au second tour, ils ne se limiteront pas à défendre les listes écologiques, mais qu'ils présenteront également des listes de gauche et de droite.

Le Comité des Antilles et de Guyane de Paris, réuni en assemblée générale le 1^{er} mars à l'initiative de son président, M. Georges Postan, a décidé « de soutenir l'action de M. Jacques Chirac et de lancer un appel à tous les Antillais et Guyanais désireux de lui manifester leur soutien ».

241, bd St-Germain, 75001 Paris.

MAXLINE

IMPRIMERIE PARIS-SEINE

en vente à Paris et en France

en sur commande A.

PARIS 13^e COMMUNE

propositions des Amis de la Terre.

sur commande 10'

réglément aux

AMIS de la TERRE

117 av. de Choisy 75013 PARIS

Le programme du Mouvement des démocrates

M. GALT-DEJEAN : Paris traversera plusieurs années difficiles.

M. René Galt-Dejean, conseiller de Paris adjoint et chef de file des candidats parisiens par M. Michel Jobert dans la capitale, a présenté mercredi 2 mars, au cours d'une conférence de presse à laquelle assistaient l'ancien ministre des affaires étrangères, les grandes lignes du programme municipal du Mouvement des démocrates.

Ce programme, a estimé M. Galt-Dejean, est « centré sur la rigueur, l'information, la solidarité, la responsabilité et l'action réfléchie ». Le candidat à l'hôtel de ville a poursuivi :

« L'immédiat oblige à dire que Paris traversera plusieurs années difficiles. La réforme du statut de Paris entraînera un surcroît de dépenses pour la ville. (...) Le maire risque d'être souvent paralysé devant des situations qui nécessiteront des décisions gouvernementales auxquelles il sera étranger, et son rôle devra être celui du défenseur de la population ».

Afin d'informer les Parisiens, le Mouvement des démocrates propose « la création d'un service de participation à la vie locale et de l'information », qui aura notamment pour mission d'établir un journal expliquant les mécanismes du fonctionnement de la ville. Quant à la solidarité, a précisé M. Galt-Dejean, elle « passe par la lutte contre l'isolement et l'isolement des personnes âgées, par la lutte contre l'isolement des personnes âgées, par la lutte contre l'isolement des personnes âgées ».

A cet égard, le Mouvement des démocrates propose d'augmenter le nombre des logements réservés aux jeunes mariages et de donner la priorité aux écoles maternelles ; il souhaite aussi « mieux insérer les personnes âgées dans la vie communale » et favoriser l'activité des associations, « dont le statut, encore mal défini, doit recevoir les adaptations nécessaires ». Le Mouvement des démocrates en conclut que le statut de la capitale doit être révisé, et que le statut de la capitale doit être révisé, et que le statut de la capitale doit être révisé.

M. DOUBLET ET LA VOIE EXPRESS RIVE GAUCHE

Dans le compte rendu de la réunion publique organisée par M. Philippe Saint-Marc, le lundi 28 février dans le sixième arrondissement (Le Monde du 2 mars), nous rapportons des propos selon lesquels le dernier affirmait avoir entendu M. Maurice Doublet, ancien préfet de Paris, soutenir que « s'il était élu, il renouvellerait en cherchant la voie express rive gauche ».

M. Maurice Doublet nous apporte les précisions suivantes : « Si je figure sur une liste patronnée par le R.P.R. dans le deuxième arrondissement, je ne suis point affilié à ce parti, ainsi que l'on peut le constater sur les déclarations de candidatures à l'Hôtel de Ville. Pour ce qui concerne la voie express rive gauche, je n'ai aucune difficulté pour affirmer que j'en suis favorable. Je n'ai jamais dit quoi que ce soit concernant la voie express rive gauche, je n'ai jamais dit quoi que ce soit concernant la voie express rive gauche, je n'ai jamais dit quoi que ce soit concernant la voie express rive gauche ».

MORT DE M. LE SÉNÉCHAL DÉPUTÉ SOCIALISTE DU PAS-DE-CALAIS

M. Louis Le Sénéchal, député socialiste du Pas-de-Calais, maire de Marquise, conseiller général, est décédé le 2 mars dans un hôpital parisien. Il sera remplacé à l'Assemblée nationale par M. Dominique Dupuis, trente-deux ans, conseiller municipal de Boulogne, adjoint régional des clubs Léo Lagrange.

(Né le 29 octobre 1910 à Brest-sur-Mer, instituteur, Louis Le Sénéchal représentait depuis 1971 le canton de Marquise au conseil général, dont il avait été président jusqu'en 1969. Maire de Marquise depuis 1958, il avait été élu député (R.P.R.) du Pas-de-Calais en 1966 pour raisons de santé. En 1967 dans le même canton, il avait été élu député (R.P.R.) du Pas-de-Calais, mais n'avait pas obtenu son siège en 1973.)

M. d'Ornano : les problèmes qui intéressent les Parisiens sont l'urbanisme, l'artisanat et la fiscalité

« Les élections des 13 et 20 mars prochains sont des élections municipales. Il s'agit de savoir comment Paris sera gérée. Quelqu'un veut être maire de Paris devra avoir le courage de dire qu'il s'y consacrera entièrement. » M. Michel d'Ornano, qui était le mercredi soir 2 mars, l'hôte du comité d'études et d'informations de l'Est parisien, a ainsi ouvert le débat auquel participaient notamment MM. Claude Groubette-Stalter, maire du vingtième arrondissement, et Michel Forcher, tous les deux candidats C.D.S. sur la liste Protection et Renouveau de Paris.

LE MOUVEMENT DÉMOCRATE SOCIALISTE DE FRANCE ROMPT AVEC LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE

Une déclaration a été diffusée mercredi 2 mars par certains responsables de la Fédération de Paris du Mouvement démocrate socialiste de France, selon laquelle « l'orientation prise par certaines formations responsables des listes « protection et renouveau de Paris » (conduites par M. d'Ornano) ne lui permet plus de maintenir son soutien à ces listes ».

Effectivement, la rupture est consommée depuis environ deux semaines entre les éléments parisiens du M.D.S.F. et les responsables giscardiens de la constitution des listes de M. d'Ornano. Les amis de M. Max Lejeune qui espèrent obtenir des places dans les secteurs « gagnables » de la capitale ont été déçus par les propositions qui leur ont été faites, et surtout, semble-t-il, par la manière dont les négociations ont été menées. Ils reprochent en particulier aux giscardiens d'avoir ramené en cause à plusieurs reprises les accords précédemment élaborés et d'avoir procédé avec eux comme avec des partenaires négociables.

Toutefois, lorsque fut rédigé le communiqué par lequel le M.D.S.F. de Paris constatait la rupture et retirait son soutien à M. d'Ornano, il fut décidé de surseoir à la publication du texte. La déclaration rendue publique mercredi l'a donc été sans l'accord du président de la Fédération, M. Gérard Vée et sans qu'il ait été consulté M. Max Lejeune, président du M.D.S.F.

Mathématiques électorales

Le Conseil de Paris comprendra cent neuf conseillers municipaux. Il ne s'agit pas d'une élection mais de dix-huit élections, pour dix-huit secteurs groupant vingt arrondissements.

La présente étude purement mathématique et statistique est basée sur les observations ou postulats suivants :

1) L'étude électorale a été ramenée et simplifiée au simple duel « majorité-opposition ».

2) Elle postule une similitude de ce duel avec celui de juin 1974 « Giscard-Mitterrand ».

3) Elle est basée sur des tranches arithmétiques de votes, fuses identiques dans les dix-huit secteurs.

4) Par vote transféré on suppose X % de votants totaux antérieurs passant de la majorité à l'opposition. Exemple : si dans un secteur on avait les chiffres : Giscard 55 ; Mitterrand 45. Un transfert supposé de 2 % s'analyse en : majorité 55 - 2 = 53 ; opposition 45 + 2 = 47.

5) Au départ de ces postulats un certain nombre de secteurs sont hors de toute incertitude électorale prévisible :

POUR LA MAJORITÉ...		1 ^{er} secteur	1 ^{er} et 4 ^e Arrond.	4 conseillers
		6 ^e Arrond.		
		7 ^e »	7 ^e »	4 »
		8 ^e »	8 ^e »	4 »
		9 ^e »	9 ^e »	4 »
		10 ^e »	10 ^e »	11 »
		11 ^e »	11 ^e »	8 »
		12 ^e »	12 ^e »	7 »
		13 ^e »	13 ^e »	8 »
		14 ^e »	14 ^e »	27 conseillers

6) L'étude a porté sur les autres secteurs, ceux qui font la décision totale, suivant la tranche mathématique de transfert de vote.

Secteurs	0 %	1 %	2 %	3 %	4 %	5 %	6 %
M. O.	M. O.	M. O.	M. O.	M. O.	M. O.	M. O.	M. O.
2 ^e (2 ^e - 3 ^e)	4	4	4	4	4	4	4
3 ^e (3 ^e - 4 ^e)	4	4	4	4	4	4	4
4 ^e (4 ^e - 5 ^e)	4	4	4	4	4	4	4
5 ^e (5 ^e - 6 ^e)	4	4	4	4	4	4	4
6 ^e (6 ^e - 7 ^e)	4	4	4	4	4	4	4
7 ^e (7 ^e - 8 ^e)	4	4	4	4	4	4	4
8 ^e (8 ^e - 9 ^e)	4	4	4	4	4	4	4
9 ^e (9 ^e - 10 ^e)	4	4	4	4	4	4	4
10 ^e (10 ^e - 11 ^e)	4	4	4	4	4	4	4
11 ^e (11 ^e - 12 ^e)	4	4	4	4	4	4	4
12 ^e (12 ^e - 13 ^e)	4	4	4	4	4	4	4
13 ^e (13 ^e - 14 ^e)	4	4	4	4	4	4	4
Totaux...	34	8	25	8	17	17	10

Il en résulte les totaux suivants, tous secteurs additionnés :		MAJORITÉ		OPPOSITION	
Avec transfert nul		83		26	
— 0 %	1 %	82		27	
— 1 %	2 %	81		28	
— 2 %	3 %	80		29	
— 3 %	4 %	79		30	
— 4 %	5 %	78		31	
— 5 %	6 %	77		32	

En conclusion, en supposant : 1) les élections de 74 et de 77 comparables ; 2) un pourcentage de transfert rigoureusement identique dans tous les secteurs, la majorité garderait la majorité au Conseil de Paris jusqu'à un transfert de vote inférieur ou égal à 4 % et elle la perdrait avec un transfert égal ou supérieur à 5 %.

* Avocat à la cour d'appel de Paris.

ALFETTA

berlins et coupés de 9 à 11 cv, de 1970 à 1972 cc

2 carburateurs double corps, boîte 5 vitesses

répartition équilibrée des masses : 50 % à l'avant, 50 % à l'arrière

suspension arrière équipée d'un pont de Dion associé à un parallélogramme de Watt

freins à disques sur les 4 roues, double circuit et répartiteur

volant et sièges réglables

VOTRE CONCESSIONNAIRE ALFA ROMEO EST DANS LE SECRET.

alfa duplex

6 rue Duplex 75015 Paris

Tél. 566 09.09

ESSAIS ET VENTES du lundi au samedi soir sans interruption.

La TUNISIE ?

pour bien la connaître

faites confiance

RELIGION

Le climat se dégrade à Saint-Nicolas-du-Chardonnet

L'abbé Ducaud-Bourget répond au cardinal Marty

Le climat se dégrade à l'église de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, à Paris (8^e), occupée par des catholiques depuis le 23 février (le Monde du 1^{er} mars). Après une fausse alerte à la bombe, le 3 mars, le ton montait, sur le parvis de l'église, entre partisans et adversaires de l'occupation. L'abbé Ducaud-Bourget, curé de la paroisse, a fait entendre dans

l'église, mais on continue de lui interdire le micro, tandis que les messes sont interrompues par des coups de feu. L'abbé Ducaud-Bourget a répondu au communiqué des frères parisiens (le Monde du 3 mars) dans une lettre adressée au cardinal Marty.

« Votre proposition de célébrer avec nous, Eminence, une messe selon le nouveau rite est une marque de confiance que j'apprécie à sa juste valeur. Cependant, il ne me paraît pas possible de l'accepter sous trois conditions : a) Que tous accèdent officiellement aux catholiques dits « intégristes » ou « traditionalistes » des diocèses de Paris ; b) Que vous laissez à vos prêtres la liberté de choix entre le rite ancien et le nouveau ; c) Que vous n'interdisiez pas à vos prêtres de célébrer le rite ancien, comme mon âme m'y autorise. »

Selon Mgr Jean Kerlevoe, spécialiste des questions de droit à la chancellerie de l'archevêché de Paris, les occupants de Saint-Nicolas se trouvent dans une situation de « non droit » qui régit les édifices religieux de la ville de Paris, violant d'ailleurs l'article 5 de la loi du 12 janvier 1907, et d'autre part, les occupants de Saint-Nicolas ne sont pas les seuls à bénéficier de la loi de 1905, qui tombe sur le coup de l'article 5 de la loi de 1905.

DEPUIS 100 ANS
PIANOS
toutes marques
neufs et d'occasion
LARGES choix de paiement
LABROUSSE
41 bis, rue de Valenciennes, 59100 LILLE
221, rue de Valenciennes, 59100 LILLE
Tél. 03 20 21 21 21

Le livre de l'année chrétienne

PIERRE TALEC

Dieu vient de l'avenir

transmettre l'espérance

Au rythme du temps et des fêtes de l'Eglise une rencontre heureuse entre la foi et la vie

13,5 x 21 ; 160 pages ; 22 F

Du même auteur
Les choses de la foi
croire à l'essentiel

31 F

Un grand désir
prières dans le secret, prières au commun.

21 F

le Centurion

Parce qu'une
LANGUE
ÉTRANGÈRE
s'apprend sur place
venez avec nous en
ANGLETERRE
ÉCOSSE
ÉTATS-UNIS
ALLEMAGNE
AUTRICHE - ESPAGNE
préparer le B.E.L. ou le B.A.O.
dans une ambiance agréable

VACANCES DE PAQUES
Zones A et B, du 23 mars au 13 avril
C, du 2 au 12 avril

OSFB

ORGANISATION SCOLAIRE FRANCO-BRITANNIQUE
43, rue de Provence - 75009 PARIS - 526-63-4

Don
pour une documentation complète et gratuite
NOM _____
ADRESSE _____
à retourner à l'OSFB 43, rue de Provence 75009 Paris

Anglo-Continental... vient en tête pour l'anglais en Angleterre

Anglo-Continental Educational Group (ACEG) est un groupe de 12 écoles de langue de première catégorie, disposant d'une expérience de plus de 25 années et travaillant avec les méthodes d'enseignement modernes.

- Cours de langue générale, intensive et études très intensives
- Cours préparatoires aux examens
- Cours spéciaux pour personnes commerçantes, personnel bancaire et d'anglais
- Cours de vacances pour enfants, adolescents et adultes
- Logements choisis avec grand soin.

Demandez, sans engagement, le programme des cours ACEG.

ACEG 33 : 17, rue de Valenciennes, 59100 LILLE, Tél. 03 20 21 21 21

ACEG 34 : 17, rue de Valenciennes, 59100 LILLE, Tél. 03 20 21 21 21

ACEG 35 : 17, rue de Valenciennes, 59100 LILLE, Tél. 03 20 21 21 21

ACEG 36 : 17, rue de Valenciennes, 59100 LILLE, Tél. 03 20 21 21 21

ACEG 37 : 17, rue de Valenciennes, 59100 LILLE, Tél. 03 20 21 21 21

ACEG 38 : 17, rue de Valenciennes, 59100 LILLE, Tél. 03 20 21 21 21

ACEG 39 : 17, rue de Valenciennes, 59100 LILLE, Tél. 03 20 21 21 21

ACEG 40 : 17, rue de Valenciennes, 59100 LILLE, Tél. 03 20 21 21 21

ACEG 41 : 17, rue de Valenciennes, 59100 LILLE, Tél. 03 20 21 21 21

ACEG 42 : 17, rue de Valenciennes, 59100 LILLE, Tél. 03 20 21 21 21

ACEG 43 : 17, rue de Valenciennes, 59100 LILLE, Tél. 03 20 21 21 21

ACEG 44 : 17, rue de Valenciennes, 59100 LILLE, Tél. 03 20 21 21 21

ACEG 45 : 17, rue de Valenciennes, 59100 LILLE, Tél. 03 20 21 21 21

ACEG 46 : 17, rue de Valenciennes, 59100 LILLE, Tél. 03 20 21 21 21

ACEG 47 : 17, rue de Valenciennes, 59100 LILLE, Tél. 03 20 21 21 21

ACEG 48 : 17, rue de Valenciennes, 59100 LILLE, Tél. 03 20 21 21 21

ACEG 49 : 17, rue de Valenciennes, 59100 LILLE, Tél. 03 20 21 21 21

ACEG 50 : 17, rue de Valenciennes, 59100 LILLE, Tél. 03 20 21 21 21

ÉDUCATION

RYTHMES SCOLAIRES, LOISIRS ET SPORTS

Le gouvernement ouvre le dossier de la jeunesse

M. Raymond Barre présentera ses conclusions en avril

Le conseil des ministres du 2 mars s'est intéressé à la « vie de la jeunesse », selon l'expression de M. Giscard d'Estaing : réformes des rythmes, aménagement du temps libre, loisirs des jeunes, sports (voir le communiqué du conseil en page 6).

Le dossier de la jeunesse a été confié à M. Raymond Barre, premier ministre, qui a fait connaître ses conclusions en avril. Mme Françoise Giroud, secrétaire d'État à la culture, a, pour sa part, présenté des propositions pour faciliter les activités culturelles des jeunes. Pour l'éducation physique, M. Solson, secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, a fait connaître ses conclusions.

Le R.P.R. s'est déclaré favorable à la réduction de la durée des cours et de la liberté des rythmes scolaires. Les députés des démocrates-sociaux ont, dans le même sens, une meilleure qualité de vie. M. M. Guy Hermer, membre du bureau politique du parti communiste, a qualifié d'« indécence » le fait de discuter de la jeunesse quand sept millions de jeunes sont au chômage. Il a qualifié de « jeune sur deux » le fait de discuter de la jeunesse quand sept millions de jeunes sont au chômage.

Le R.P.R. s'est déclaré favorable à la réduction de la durée des cours et de la liberté des rythmes scolaires. Les députés des démocrates-sociaux ont, dans le même sens, une meilleure qualité de vie. M. M. Guy Hermer, membre du bureau politique du parti communiste, a qualifié d'« indécence » le fait de discuter de la jeunesse quand sept millions de jeunes sont au chômage. Il a qualifié de « jeune sur deux » le fait de discuter de la jeunesse quand sept millions de jeunes sont au chômage.

Le R.P.R. s'est déclaré favorable à la réduction de la durée des cours et de la liberté des rythmes scolaires. Les députés des démocrates-sociaux ont, dans le même sens, une meilleure qualité de vie. M. M. Guy Hermer, membre du bureau politique du parti communiste, a qualifié d'« indécence » le fait de discuter de la jeunesse quand sept millions de jeunes sont au chômage. Il a qualifié de « jeune sur deux » le fait de discuter de la jeunesse quand sept millions de jeunes sont au chômage.

LES DISPOSITIONS PRÉVUES

Une large initiative est laissée aux établissements

M. René Haby a précisé, mercredi, les dispositions prévues pour l'année scolaire 1976-1977.

Le ministre de l'Éducation nationale a précisé, mercredi, les dispositions prévues pour l'année scolaire 1976-1977. Les établissements scolaires ont une large initiative laissée.

Le ministre de l'Éducation nationale a précisé, mercredi, les dispositions prévues pour l'année scolaire 1976-1977. Les établissements scolaires ont une large initiative laissée.

Le ministre de l'Éducation nationale a précisé, mercredi, les dispositions prévues pour l'année scolaire 1976-1977. Les établissements scolaires ont une large initiative laissée.

Le ministre de l'Éducation nationale a précisé, mercredi, les dispositions prévues pour l'année scolaire 1976-1977. Les établissements scolaires ont une large initiative laissée.

Le ministre de l'Éducation nationale a précisé, mercredi, les dispositions prévues pour l'année scolaire 1976-1977. Les établissements scolaires ont une large initiative laissée.

Le ministre de l'Éducation nationale a précisé, mercredi, les dispositions prévues pour l'année scolaire 1976-1977. Les établissements scolaires ont une large initiative laissée.

Le ministre de l'Éducation nationale a précisé, mercredi, les dispositions prévues pour l'année scolaire 1976-1977. Les établissements scolaires ont une large initiative laissée.

Le ministre de l'Éducation nationale a précisé, mercredi, les dispositions prévues pour l'année scolaire 1976-1977. Les établissements scolaires ont une large initiative laissée.

Le ministre de l'Éducation nationale a précisé, mercredi, les dispositions prévues pour l'année scolaire 1976-1977. Les établissements scolaires ont une large initiative laissée.

Le ministre de l'Éducation nationale a précisé, mercredi, les dispositions prévues pour l'année scolaire 1976-1977. Les établissements scolaires ont une large initiative laissée.



(Dessin de CHENET)

Principales nouveautés : les prochaines grandes vacances ne commenceront pas avant le 15 juin. Les conseils de classes, les baccalariats auront lieu dans les premiers jours de juillet. L'oral des baccalariats aura lieu entre 8 et 10 de moyenne à l'écrit. Les conseils de classes auront lieu entre 8 et 10 de moyenne à l'écrit. Les baccalariats auront lieu entre 8 et 10 de moyenne à l'écrit.

CATHERINE ARDITI.

LA BATAILLE DES 209 JOURS

L'organisation de l'année scolaire 1976-1977 est en cours. Les vacances d'été sont prévues du 15 juin au 15 septembre.

L'organisation de l'année scolaire 1976-1977 est en cours. Les vacances d'été sont prévues du 15 juin au 15 septembre.

L'organisation de l'année scolaire 1976-1977 est en cours. Les vacances d'été sont prévues du 15 juin au 15 septembre.

L'organisation de l'année scolaire 1976-1977 est en cours. Les vacances d'été sont prévues du 15 juin au 15 septembre.

L'organisation de l'année scolaire 1976-1977 est en cours. Les vacances d'été sont prévues du 15 juin au 15 septembre.

L'organisation de l'année scolaire 1976-1977 est en cours. Les vacances d'été sont prévues du 15 juin au 15 septembre.

L'organisation de l'année scolaire 1976-1977 est en cours. Les vacances d'été sont prévues du 15 juin au 15 septembre.

De nouvelles possibilités pour le sport

La modification des rythmes scolaires offre de nouvelles possibilités pour le développement du sport. Le ministre de l'Éducation nationale a précisé, mercredi, les dispositions prévues pour l'année scolaire 1976-1977.

La modification des rythmes scolaires offre de nouvelles possibilités pour le développement du sport. Le ministre de l'Éducation nationale a précisé, mercredi, les dispositions prévues pour l'année scolaire 1976-1977.

La modification des rythmes scolaires offre de nouvelles possibilités pour le développement du sport. Le ministre de l'Éducation nationale a précisé, mercredi, les dispositions prévues pour l'année scolaire 1976-1977.

La modification des rythmes scolaires offre de nouvelles possibilités pour le développement du sport. Le ministre de l'Éducation nationale a précisé, mercredi, les dispositions prévues pour l'année scolaire 1976-1977.

La modification des rythmes scolaires offre de nouvelles possibilités pour le développement du sport. Le ministre de l'Éducation nationale a précisé, mercredi, les dispositions prévues pour l'année scolaire 1976-1977.

La modification des rythmes scolaires offre de nouvelles possibilités pour le développement du sport. Le ministre de l'Éducation nationale a précisé, mercredi, les dispositions prévues pour l'année scolaire 1976-1977.

La modification des rythmes scolaires offre de nouvelles possibilités pour le développement du sport. Le ministre de l'Éducation nationale a précisé, mercredi, les dispositions prévues pour l'année scolaire 1976-1977.

La modification des rythmes scolaires offre de nouvelles possibilités pour le développement du sport. Le ministre de l'Éducation nationale a précisé, mercredi, les dispositions prévues pour l'année scolaire 1976-1977.

La modification des rythmes scolaires offre de nouvelles possibilités pour le développement du sport. Le ministre de l'Éducation nationale a précisé, mercredi, les dispositions prévues pour l'année scolaire 1976-1977.

La modification des rythmes scolaires offre de nouvelles possibilités pour le développement du sport. Le ministre de l'Éducation nationale a précisé, mercredi, les dispositions prévues pour l'année scolaire 1976-1977.

S'agissant de la modification des rythmes scolaires, le ministre de l'Éducation nationale a précisé, mercredi, les dispositions prévues pour l'année scolaire 1976-1977.

S'agissant de la modification des rythmes scolaires, le ministre de l'Éducation nationale a précisé, mercredi, les dispositions prévues pour l'année scolaire 1976-1977.

S'agissant de la modification des rythmes scolaires, le ministre de l'Éducation nationale a précisé, mercredi, les dispositions prévues pour l'année scolaire 1976-1977.

S'agissant de la modification des rythmes scolaires, le ministre de l'Éducation nationale a précisé, mercredi, les dispositions prévues pour l'année scolaire 1976-1977.

S'agissant de la modification des rythmes scolaires, le ministre de l'Éducation nationale a précisé, mercredi, les dispositions prévues pour l'année scolaire 1976-1977.

S'agissant de la modification des rythmes scolaires, le ministre de l'Éducation nationale a précisé, mercredi, les dispositions prévues pour l'année scolaire 1976-1977.

S'agissant de la modification des rythmes scolaires, le ministre de l'Éducation nationale a précisé, mercredi, les dispositions prévues pour l'année scolaire 1976-1977.

S'agissant de la modification des rythmes scolaires, le ministre de l'Éducation nationale a précisé, mercredi, les dispositions prévues pour l'année scolaire 1976-1977.

S'agissant de la modification des rythmes scolaires, le ministre de l'Éducation nationale a précisé, mercredi, les dispositions prévues pour l'année scolaire 1976-1977.

S'agissant de la modification des rythmes scolaires, le ministre de l'Éducation nationale a précisé, mercredi, les dispositions prévues pour l'année scolaire 1976-1977.

La femme
des bienfaits

FAITS ET
CHIFFRES

D'UNE RÉGION À L'AUTRE

Ile-de-France

LE BOURGET : un aéroport pour la province

L'aéroport du Bourget se convertit. Les douze compagnies régulières et les quelque quarante transporteurs à la demande qui fréquentent ses pistes vont s'installer à Orly-Sud dans la nuit du mardi 29 au mercredi 30 mars prochain. Quatre compagnies régio-

nales et l'aviation d'affaires continueront d'utiliser le plateau-forme. Le plan d'aménagement de 585 hectares, approuvé au mois de juillet dernier par un comité interministériel, prévoit notamment la création d'un espace vert de 90 hectares.

En 1981-82, entrera en service la piste n° 2, explique M. Gilbert Dreyfus, directeur général de l'aéroport de Paris. Il y avait, en outre, l'impossibilité de construire une plateforme qui dût aux yeux de leur clientèle. Il y avait enfin le souci de l'établissement public de réaliser des économies en concentrant ses moyens sur deux terrains.

Malgré tout, le Bourget conservera une vocation aéronautique. Les mouvements d'avions, que suscitera cette activité commerciale et industrielle, obligeront à remettre en service une piste est-ouest de 1 950 mètres, qui devra être ramené parallèle à la piste n° 2 de 2 400 mètres, et qui pourrait être ultérieurement portée à 3 500 mètres. Quant à la piste nord-sud de 900 mètres, elle servira de piste de secours en cas de vents contraires. Il n'est pas interdit de penser que des appareils à décollage et atterrissage courts (ADAC), au jour d'aujourd'hui, pourraient être utilisés.

Il est possible de faire mieux ? Il y aurait eu l'opportunité de transformer le Bourget et celui de la Courcouronnes, lorsque,

Les grandes compagnies vont donc quitter le Bourget pour Orly-Sud. A une exception près : la compagnie néerlandaise KLM, qui s'installera à Roissy. Quatre compagnies régionales, Air-Alpes, Air-Auvergne, Air-Alsace, Air-Anjou et Publi-Air, continueront d'exploiter leurs activités sur place. A leur intention, l'aéroport de Paris aménagera une piste adéquate dans la partie centrale de l'actuelle aérogare. Le coût de ces travaux est estimé à environ 1 million de francs.

Les responsables de l'aéroport de Paris veulent affirmer la vocation régionale du Bourget. « Cette plate-forme répond parfaitement aux besoins des transporteurs qui exploitent des vols courts : proximité de la capitale et de Roissy pour les correspondances internationales, simplicité d'accès, d'accueil, d'attente », indique M. Michel Ziegler, directeur général d'Air-Alpes. Malheureusement, Orly continuera de traiter près de 90 % du trafic régional, les compagnies dites du troisième niveau — dont le groupe Tournais Air transport, — y étant installées, refusant pour le moment de s'en déloger.

Le plan d'aménagement du Bourget prévoit, dans la partie nord du terrain, le maintien dans les lieux de l'aviation d'affaires. Il est de même pour la zone d'entretien des avions — dite zone industrielle — sur laquelle UTA

Hausse « clandestine »

LES TARIFS DES TAXES AUGMENTENT

Les tarifs des taxes portuaires ont augmenté notablement ces derniers jours. Le prix de la prise en charge reste fixé à 4,50 F, mais les tarifs kilométriques ont été modifiés. Ils passent de 0,65 F à 1,11 F pour le tarif A (Paris de 6 h. 30 à 23 h.), de 1,50 F à 1,75 F pour le tarif B (Paris de 23 h. à 6 h. 30) et de 2,30 F à 2,58 F pour le tarif C (départements de la petite couronne de 22 h. à 6 h. 30). Le prix de l'heure d'attente reste fixé à 25 F.

Une augmentation fortifiée d'1 F sera appliquée jusqu'à ce que les compteurs soient modifiés.

La précédente augmentation remontait au 21 janvier 1976.

CITÉ DES CÉLESTINS À ARGENTEUIL

Expulsés, relogés, « surchargés... »

La réunion qui doit avoir lieu, ce jeudi 3 mars, entre les représentants des locataires de la cité d'Argenteuil, dans la Vallée d'Osse, et ceux de l'Office H.L.M. de la région parisienne, parviendra-t-elle à mettre un terme au conflit qui oppose depuis près de deux ans propriétaires et locataires de ce grand ensemble ?

Le lundi 29 janvier, dans la cité des Célestins, au nord d'Argenteuil (Val-d'Oise), le représentant des locataires et le secrétaire général de l'Office H.L.M. ont eu une entrevue. L'Office H.L.M. de la région parisienne — de ne pas avoir payé les charges. L'indivisuel n'a pu procéder qu'à trois salaires conservatoires sur les cinquante-cinq qu'il avait prévu d'acquiescer. L'amicale des locataires de la ZUP déclare que son objectif est de « dénoncer les irrégularités nombreuses touchant principalement la gestion de ces logements dits sociaux », et que la manifestation de lundi n'est que l'aboutissement d'une longue suite de démarches qu'elle entreprend pour protester contre l'augmentation abusive des charges locatives.

« Nous restons prêts à toute conciliation et en premier lieu à la venue des représentants des locataires. Le sous-préfet d'Argenteuil.

Il est engagé à ce qu'il ne se dérobe à l'entretien prévu par le représentant des locataires et le secrétaire général de l'Office H.L.M. L'affaire remonte en fait au mois d'avril 1975. La ZUP d'Argenteuil est divisée en deux parties : la ZUP-Nord et la ZUP-Sud, qui comptent un total de 2 600 logements. Le grand ensemble est géré par l'Office public H.L.M. d'Argenteuil-Besons, excepté la cité des Célestins (812 logements), située dans la partie nord, et qui appartient à l'Office H.L.M. de la région parisienne. Il s'agit d'un endroit de reloger les personnes expulsées de Paris. En avril 1975, les locataires commencent à protester contre le prix exorbitant du chauffage et, en novembre 1975, refusent de payer le reliquat réclamé par l'Office en fin d'année.

Une mauvaise gestion

Le mécontentement général des locataires qui a passé entre l'Office et la société de gestion (la COGEPH) au jourd'hui la COGEPH, et les recommandations du ministre de l'Équipement, poussent l'Office à lancer un appel d'offre en vue de nouveaux contrats. La COGEPH attaque l'Office devant le tribunal administratif de Versailles (Yvelines). Une pétition signée par trois cents locataires est envoyée au tribunal sous la forme d'un mémoire destiné à faire la démonstration d'une mauvaise gestion au sein de la société : 220 000 francs de « trop perçus » pour l'année 1974-1975, 350 000 francs pour l'année 1975-1976, 350 000 francs pour l'année 1976-1977. Le tribunal a tout récemment reçu la pétition et a décidé de faire devant le Conseil d'État. Depuis cette date, le climat s'est détérioré. Non seulement le Conseil d'État n'a pas encore statué sur l'affaire mais la société de chauffage, toujours présente dans la cité, a continué à envoyer par l'entremise de l'Office des demandes d'acomptes dépassant de 30 % les prix pratiqués par l'Office de H.L.M. d'Argenteuil-Besons. Après avoir refusé de payer le chauffage jusqu'à octobre 1976, les locataires déclarent finalement de l'acquiescer de 70 % des rebates réclamées, en les versant sur un compte bloqué, ouvert par l'amicale des locataires, et le 23 février 1977, l'Office H.L.M. de la région parisienne commença à expédier ses premiers commandements d'indivisuel.

CORRESPONDANCE

Des usines pour Malakoff

Après l'article publié dans le Monde du 22 février, M. Piquère, maître (communiste) de Malakoff, dans les Hauts-de-Seine, nous donne les précisions suivantes : Depuis quinze ans nous luttons contre la politique de désindustrialisation de la région parisienne en relation étroite avec les syndicats, les associations locales, en nous efforçant de sensibiliser à ces problèmes l'ensemble de la population. Pour une part nous y avons réussi car certaines entreprises que l'on encourageait au départ ou qui étaient au bord de la fermeture sont restées sur place grâce à nos efforts. Il en va ainsi des établissements Racomot, Walrand et surtout de la Thomson C.S.F., notre plus importante usine. Mais certaines activités extérieures ont été regroupées à Malakoff dans des locaux libérés par le départ d'autres entreprises. La municipalité utilise en effet tous les moyens légaux en sa possession pour empêcher que des terrains et des locaux industriels ne soient livrés à la spéculation immobilière ou ne soient utilisés en dépôts et autres activités occupant peu de main-d'œuvre.

EQUIPEMENT

TRANSPORTS

Violentes protestations après l'action du commando britannique sur le « Globtik Venus »

La manière dont l'armateur Paris Tikkoo a repris le navire de 50 000 tonnes, le « Venus », au Havre par un commando de mercenaires britanniques a provoqué une série de vives protestations dans les milieux des syndicats maritimes (le 3 mars).

La Fédération des syndicats maritimes C.G.T. (qui est, en France, à la tête du mouvement lancé contre les pavillons de complaisance) a adressé aux autorités françaises une motion qui « proteste énergiquement contre l'autorisation donnée à des volontaires de la G.I.T. de se rendre dans le port français pour donner l'assaut au pétrolier, alors que l'équipage philippin était en grève pour obtenir des conditions de rémunération et de travail décentes ». La Fédération exige « le retrait immédiat des volontaires du Globtik Venus, qui, comme au temps de la piraterie, ont pris d'assaut nos navires dans un port français ».

Pour sa part, l'Union départementale C.G.T. de la Seine-Maritime estime que « cet acte intolérable de « piraterie » étrangère, armée, s'est réalisé sur le territoire français avec la complicité du ministre de l'Intérieur ». Cet acte démontre « la complète et noire giscardien avec les sociétés multinationales ».

Le syndicat des marins C.F.D.T. appelle à son tour à cette affaire. La réaction la plus violente vient des syndicats des marins britanniques. La Fédération internationale des travailleurs du transport qui a permis le passage du navire, qui a été arrêté à la frontière de la France, a été boycottée.

Le pétrolier, qui avait été affrété par le groupe national d'achat de pétrole, le 11 janvier, a été déchargé sa cargaison le 3 mars, et le commando, dénommé par l'armateur « équipe de sécurité », a été embarqué dans un autocar, mercredi, et dirigé vers Roissy.

Toutefois, les autorités portuaires du Havre, qui refusent d'assister le commando, ont manœuvré en cas de celui-ci voudrait quitter le port. Les autorités portuaires du Havre, qui refusent d'assister le commando, ont manœuvré en cas de celui-ci voudrait quitter le port.

en à intervenir cette affaire puisque la sécurité maritime n'a pas été menacée. De même, cette occupation ne concernait pas directement les services de la marine marchande puisque le navire était de nationalité britannique et que la marine marchande ne peut intervenir sur les navires étrangers lorsqu'il s'agit de questions internes.

Le représentant du ministre de l'Intérieur, en l'occurrence le sous-préfet du Havre, qui avait à apprécier la situation. Celui-ci a été opposé à ce que l'équipage du « Globtik Venus » soit autorisé à débarquer dans les locaux de la Compagnie industrielle maritime (C.I.M.), qui a des installations pétrolières. Les policiers présents sur les lieux, n'ont pas à intervenir, car l'ordre public, à cet égard, n'était pas troublé.

Les difficultés des compagnies aériennes régionales

LES NOUVEAUX FOKKER DE TAT DÉCOLLENT PLUS

Les nouveaux bi-réacteurs VFW Fokker de la compagnie régionale Tournais Air Transport (TAT) ne volent plus depuis un mois. Ils ont été arrêtés par l'exploitant au mois d'avril 1976, à Paris-Bédiers. Paris-Lannion et Paris-Saint-Nazaire. Ces appareils sont en attente de modifications pour obtenir la certification française. Les discussions sont en cours, mais le constructeur, M. Marchais, président de TAT, a déclaré le 19 décembre 1976 : « TAT avait signé avec la firme germano-néerlandaise Fokker un contrat d'achat de huit bi-réacteurs VFW 614, livrables à partir de mai 1976. Ces appareils, d'une capacité de quarante-neuf places et d'un coût unitaire d'environ 23 millions de francs, étaient payables à terme. Mais un investissement trop lourd à supporter pour la compagnie régionale, compte tenu notamment du coût élevé du mark ? TAT entreprit de trouver un terrain d'entente avec la firme Fokker qui lui permit de se décharger, pour tout sa part, du contrat. Il s'agit de ces négociations, beaucoup de mal à aboutir. »

Le Groupe de travail sur la sécurité aérienne régionale a dénoncé, à l'automne 1975, la situation de la région parisienne à l'égard d'avions étrangers. Ce groupe a dénoncé le montant des engagements financiers de la région parisienne, à l'égard d'avions étrangers, à l'Assemblée régionale, sur la plupart des lignes qu'elle exploite, le développement du trafic régional, et encore la situation de l'appareil de cinquante places de type Fokker — J.-J.

LA CUNARD VEND SEPT NAVIRES. — La compagnie Cunard a annoncé qu'elle avait vendu pour 17 millions de livres sterling (environ 22 millions de francs) sept de ses navires (dont le paquebot Cunard Adventure) à divers propriétaires grecs, norvégiens, canadiens et des pays du Proche-Orient. Le communiqué de la compagnie précise que la vente de ces navires s'est traduite par un bénéfice substantiel par rapport à leur coût comptable. — (U.P.F.)

SCIENCES

M. GEORGES-HENRI RIVIÈRE REÇOIT LE PRIX SCIENTIFIQUE DE LA FONDATION DE FRANCE

Alain Sammler-Séité, maître de conférences à l'université, a reçu le 2 mars, le prix scientifique 1976 de la Fondation de France. M. Georges-Henri Rivière, conservateur en chef honoraire du Musée d'Art et d'Histoire Populaires, a été nommé lauréat. D'un montant de 100 000 francs, ce prix a été attribué au créateur de la Fondation de France, le comte de M. Roger Seydoux, président de la Fondation de France. M. Georges-Henri Rivière a pour sa part, défini ainsi M. Rivière : « Vous êtes un savant, vous reconstruisez la vie d'un homme, vous rendez aux hommes d'aujourd'hui leur mémoire. » (Né le 5 juin 1907, Paris. M. Georges-Henri Rivière a été professeur de l'histoire de l'archéologie de la nation et de l'histoire naturelle de la France. Il a été l'un des principaux créateurs de la Fondation de France. Celui-ci a remplacé le comte de M. Roger Seydoux, l'ancien président de la Fondation de France.)

Comment on mate une « mutinerie »...

De notre correspondant

Londres. — C'est une vieille histoire. Par exemple, au Havre, les marins de la G.I.T. ont été arrêtés par les autorités françaises. Les marins de la G.I.T. ont été arrêtés par les autorités françaises. Les marins de la G.I.T. ont été arrêtés par les autorités françaises.

qu'à bord de ce navire la capitale n'est pas la seule à accepter. Les marins de la G.I.T. ont été arrêtés par les autorités françaises. Les marins de la G.I.T. ont été arrêtés par les autorités françaises.

Sur le fond, le litige n'est pas nouveau. Les ports de la G.I.T. ont été arrêtés par les autorités françaises. Les marins de la G.I.T. ont été arrêtés par les autorités françaises.

Sur le fond, le litige n'est pas nouveau. Les ports de la G.I.T. ont été arrêtés par les autorités françaises. Les marins de la G.I.T. ont été arrêtés par les autorités françaises.

Comment, s'interroge le simple citoyen, les autorités françaises ont-elles pu permettre qu'une escouade de mercenaires armés de matraques se lance à l'assaut d'un navire dans le port de la capitale, le plus grand port de France, le plus grand port de France, le plus grand port de France.

Comment, s'interroge le simple citoyen, les autorités françaises ont-elles pu permettre qu'une escouade de mercenaires armés de matraques se lance à l'assaut d'un navire dans le port de la capitale, le plus grand port de France, le plus grand port de France, le plus grand port de France.

Depuis plusieurs siècles, la marine a été le théâtre de révoltes. Les marins de la G.I.T. ont été arrêtés par les autorités françaises. Les marins de la G.I.T. ont été arrêtés par les autorités françaises.

Depuis plusieurs siècles, la marine a été le théâtre de révoltes. Les marins de la G.I.T. ont été arrêtés par les autorités françaises. Les marins de la G.I.T. ont été arrêtés par les autorités françaises.

CONCORDE A NEW-YORK ?

Français et Britanniques accentuent leur pression sur les Américains

M. James Callaghan, premier ministre britannique, a écrit au président Carter, le 2 mars, pour lui proposer la Concorde aux États-Unis, pour y renouer, les 11 et 12 mars prochains, le président Carter. On estime, outre-Atlantique, que les dépenses supplémentaires qu'entraînerait l'utilisation de l'avion supersonique seraient largement compensées, dans la situation actuelle, par l'importance politique de ce geste.

De leur côté, les syndicats britanniques ont menacé de boycotter les avions de ligne américains sur l'aéroport londonien d'Heathrow au cas où l'appareil supersonique ne serait pas autorisé à voler. Les autorités américaines de l'aviation supersonique se trouvent donc dans une situation délicate.

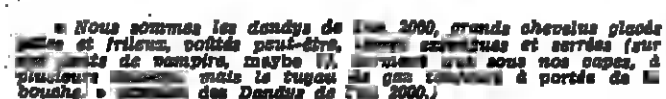
Le premier ministre britannique a écrit au président Carter, le 2 mars, pour lui proposer la Concorde aux États-Unis, pour y renouer, les 11 et 12 mars prochains, le président Carter. On estime, outre-Atlantique, que les dépenses supplémentaires qu'entraînerait l'utilisation de l'avion supersonique seraient largement compensées, dans la situation actuelle, par l'importance politique de ce geste.

Le Sénat de l'État de New-York a confirmé, le 2 mars, la nomination de trois nouveaux commissaires du Port de New-York et New-Jersey Authority (PONYA), réputés pour être opposés à l'atterrissage de la Concorde à New-York. Il s'agit de M. Robert Wagner, ancien maire de la ville de New-York, Joseph Gullman, président de Philip Morris, et Lewis Glickman, responsable de la firme d'investissements Lehman Brothers. Ils participeront, le 10 mars prochain, à huit autres commissaires du PONYA, au vote sur l'octroi des droits d'atterrissage à l'aéroport Kennedy de l'aviation supersonique.

الرجاء

Les «Dandys de l'an 2000»

* Ed. Haller, 123 n. 2.



La littérature, ils y passent en rigolo. Ils abandonnent les délices formalistes aux dévots tristes et à besogneux de la dernière mode, « qui ne savent plus avec quelles guépières faire le trottoir. » Les mots, déclarent-ils, « nous ne les aimons qu'au bout d'une cravache. » C'est, vital qu'ils conduisent leur langage au fond.

(Lire la page 19.)

(Lire la suite page 18.)

ALAIN GIRAUDO

L'article inédit d'Aragon sur Jean Bousquet ~~paru~~ pour ce ~~numéro~~ sera ~~paru~~ la ~~semaine~~ prochaine

Le temps immobile
tome 4

Cette curieuse famille d'Orléans

GINETTE GUITARD-AUVISTE.
★ **UNE CURIEUSE FAMILLE**
D'ORLÉANS, Georges Perrin.
Librairie académique Perrin, 510 p.,
25 F.

Existe-t-il un cinquième Évangile ?

★ LE CINQUIEME EVANGILE,
de Mario Pomilio, traduit de l'italien
par Henri Louette. Fayard,
185 pages. 50 F.

d'Artois. (Je prendrai,
 les plus forts), reli-
 gieux augustins de ce siècle,
 un confrère et contemporain de
 Martin Luther, est sans égale-
 ment : « Il four faye
 dict l'Evangile tel que le
 Christ
 temporel,
 un autre
 spirituel. J'ay dict plusieurs
 quant aux signes, il reste ce qu'il
 est, mais qu'il se renouvelle per-
 pétuellement quant à signi-
 fications plus profondes :
 Jésus
 devant
 l'Evangile ?

ses préoccupations, à Green-
Village, sont doubles : la
rhéologie, avec Paul Kasser et

votre don survécut à tout :
 déchéance physique,
 ma blessant vous fit poète.
 sa folie et son climat,
 : elle survit.
 les chefs d'entreprise
 rer, son s'écoule vers le sud
 des chagrins actifs.
 ons, on nous moutons : elle
 (survit.
 me une bouche.

[illegible]

R IEN, sinon le titre, le thème et la publication, n'accorde le roman de Mario Pomilio et le Cinquième Évangile, Han Ryner, le début du siècle, qu'on rééditer. Han Ryner, et agnostique, ne cinquième Évangile dans le profond

quatre **en** il écrit simple-
 ment **en** complément **mes-**
 sieur du Christ (1).
 Il est un homme singulier,
 insouciant, naïf, au-dessus de tout,
 un laïque **un** nationaliste
trappe, **un** surtout un
 apôtre **l'** individualisme. Il
 vécut **1861** à 1938, écrivant et
 publiant cinquante volumes,
 quels il convient d'ajouter
 longue liste de posthumes.
 Il fut le **Créateur** du
 monde **miracles** **du**
 Seigneur **du** Christ
 passionné de justice
 tolérance, dont l'enseigne-
 ment **n'**aurait
1914, prohibé **la** guerre
 anarchistes.
 Il **dit** **il** : « Mé-
 prisez et **la** loi, parce
 qu'elle **une** servitude sur
 l'homme, **qu'**elle **fait**
 l'homme **un** riche, du prêtre.
 L'homme **un**

On comprend que [] bon-
[] Gourmont, [] Rolland, le
[] pacifiste, et Jean [] aient
[] une grande importance
[] Han Ryner. Ce
livre-ci, [] particulier, [] pou-
[] individus
qui avaient vu l'Église
la main aux injustices du
siècle, [] cela [] condam-
[] comme les condamnaient
[] civile.
[] Il faut admettre qu'il se dégage
[] Ryner un charme
l'écriture [] temps n'y pas

H. J.
Belford, 188

ÉTVDÉS

Mars 1977

Extrait de [REDACTED]

Georges LAVABO
Les ~~travaux~~ du P.C.F.

Patrick VERSPIEREN
L'euthanasie

Paul-Gérard BOZSOKY
Chrétiens en Hongrie

ou en REVUE DES ÉTAVES

ÉTAVES

15, rue Monsieur, 75001 Paris


Le numéro - 100 pages - 15 F

Abonnement 1 an - France 100 F

Abonnement 1 an - Étranger 120 F

C.C.P. ÉTAVES [REDACTED] [REDACTED] N°

Documentation [REDACTED]



Malraux

L'Homme précaire et la littérature

sa dernière
interrogation

GALLIMARD

**librairie portugaise
et brésilienne**

Livres, disques, guides, audio-vidéotextes.
■ Principaux ■ Brésil, ainsi que ■ Chili, Argentine, Uruguay et Espagne.
33 r.Gay Lussac Paris 8, 033-4616 - Lun à sam. 10-19h-14 h
Service par correspondance (sauf pour les journaux et les revues)
■ partir du mois de février: 16, rue des Ecoles Paris 5°

1877
CENTENAIRE DE L'INDEPENDANCE
1977

la Roumanie

en fête



Le Pays latin à vocation touristique,
la ROUMANIE vous propose des vacances en toutes saisons, pour tous les âges et pour tous les goûts. Des séjours mar ou montagnards, une semaine à partir de :

2 semaines (à 37 gaultes)	1.740 F
3 semaines (à 37 gaultes)	1.500 F

ou les formules de circuits (transport non compris) :

6 jours à 3 gaultes	850 F
• des cures de génétiste (tout compris) 6 jours sur la côte à partir de	2.330 F
• des cures à Bucarest et dans les autres stations à partir de	3.645 F
• des cures balnéaires (tout compris) à partir de	2.070 F

• des week-ends et diverses autres formules à votre choix.

Vous désirez ainsi :

- les plages ensoleillées de la Mer Noire
- des merveilles uniques comme le Delta du Danube et les monastères aux peintures extérieures conservées depuis plus de 5 siècles
- des paysages romantiques
- un peuple accueillant et un folklore authentique

Vol : au départ de Paris, Lyon, Toulouse, Bordeaux, Marseille, Lille, etc. (Mars)

Reservations et inscriptions dans toutes les Agences de voyage

ROUMANIE VOYAGES ET SERVICES TOURISTIQUES
OFFICE DU TOURISME ROUMAIN et Cie. Antigone TARON
 38, avenue de l'Europe - 75002 PARIS. Tél. 073.73.00

DOCUMENTATION "Vacances en Roumanie"

à adresser à M.

Adresse M.

Code Ville

M

and
rent
is



**3 VOLUMES
ILLUSTRES
50 DISQUES
EN 5 COFFRETS**

La discographie Claudio, MONTEVERDI • Heinrich SCHÜTZ • Henry PURCELL • François COUPERIN • Antonio VIVALDI • Domenico SCARLATTI • Jean Philippe RAMEAU • Georg Friedrich HANDEL • Johann Sebastian BACH • Joseph HAYDN • Wolfgang Amadeus MOZART • Ludwig (van) BEETHOVEN • Franz SCHUBERT • Robert SCHUMANN • Hector BERLIOZ • Frédéric CHOPIN • Franz LISZT • Richard WAGNER • Anton BRUCKNER • Johannes BRAHMS • Gustav MAHLER • Piotr Ilitch TCHAIKOVSKI • Modeste P. MOUSSORGSKI • Claude DEBUSSY • Maurice RAVEL • Igor STRAVINSKI • BARTOK • Serge PROKOFIEV • Arnold SCHOENBERG • Anton WEBERN • Edgar VARESE.

L'idée - Brigitte et Jean MASSIN sont les maîtres d'œuvre de cette Histoire de la Musique qui, par le livre et le disque, ■■■■ le guide sans équivalent du fabuleux domaine de la musique à travers les âges.

Les auteurs et leurs collaborateurs ont réussi le tour de force d'offrir, sans rien concéder à la facilité, un ensemble à la fois simple et clair qui répond ■■■■ aux exigences du ■■■■ et de l'imagination.

Les disques - La sélection des 100 faces de microsillons ■■■■ de Claudio Monteverdi à Edgard Varèse, de 1600 à 1945. Elle ne comprend que des œuvres intégrales enregistrées ■■■■ partir de bandes originales. L'interprétation ■■■■ été choisie minutieusement et ■■■■ n'est pas un hasard ■■■■ l'on retrouve par exemple, Pierre BOULEZ - Michel CHAPIUS - THE DELLER CONSORT - Huguette DREYFUS - Leonid


KOGAN - Josef KRIPS - Lorin MAAZEL - Bruno MADERNA - Charles MUNCH - Yves NAT - David OISTRAKH - Sviatoslav RICHTER - Lionel ROGG - Mstislav ROSTROPOVITCH - Carl SCHURICHT - Irmgard SEEFRIED - le QUATUOR VEGH - Blandine VERLET - Galina VICHNIEVSKAÏA.
Les livres - Les deux premiers volumes étudient aussi bien l'évolution de la musique dans la vie sociale et le mouvement de l'histoire que celle des techniques. Ils nous livrent, avec la vie des musiciens, la marche du monde engendré par les artistes de toute discipline. Le troisième volume commente les 50 disques ■ comporte un répertoire sur les instruments ■ les termes musicaux. L'iconographie donne sa pleine mesure en reproduisant en quadri-chromie, un grand nombre de tableaux inspirés par la musique.

BRIGITTE ET JEAN MASSIN
ont réalisé ensemble l'animation ■ la présentation
des 50 émissions ■ la Télévision Française de l'année
Beethoven, et, ■ France Culture, de Beethoven
année 2000. La rédaction de 3 livres faisant autorité
■ la matière - Ludwig Van Beethoven - Wolfgang
Amadeus Mozart - Recherche de Beethoven.

Entourés ■ Philippe Beaussant, écrivain, critique
musical, créateur de l'Institut de Musique ancienne,
Dominique Bosseur, chargée de cours ■ la Sorbonne,
Jean-Yves Bosseur, compositeur, attaché de recherche
■ C.N.R.S., Michèle Reverdy, compositeur,
assistante au Conservatoire National Supérieur,
Marc Vignal, écrivain, membre de l'Académie Charles
Cros ■ chargé de cours ■ l'Université Paris V,
sont les meilleurs garants de cette production unique
au monde.

Les quelques indications ci-dessus ne donnent évi-
demment qu'une faible idée d'un ensemble qui cons-
titue, ■ plan musical, un
événement majeur.

Renseignez-vous
plus avant



Brigitte MASSIN
Productrice déléguée à l'O.R.T.F., radiotélévision Belge, radio France. Collaboratrice à l'Encyclopédie Universalis, Grove's Dictionary, ainsi qu'à plusieurs musicales. Auteur d'un ouvrage sur Franz Schubert.

Jean MASSIN
auteur de Robespierre, "Marat", Almanach de la Révolution Française. Almanach du 1^{er} Empire, Directeur des collections Portrait de l'Histoire et de l'Édition chronologique des de Victor Hugo.

écouter voir



BON DE DOCUMENTATION GRATUITE
à retourner ■ **Serviclub Messidor 13 Boulevard Bourdon, 75004 PARIS**

NOM

Adresse complète

..... M

■ ■ ■ documenté gratuitement sur l'Histoire ■ la Musique, ■ Brigitte et Jean Massin.

enquête

La jeune édition : une nouvelle race?

La « jeune édition » mêle sont déjà assurée une place au du 25 février). Plus que le suc-
traditionalistes et novateurs. soleil trop bousculer les ces commercial, les seconds ambi-
Parmi les premiers, plusieurs se moeurs (« Le Monde des livres » tionnent un esprit nouveau.

Les soixante-huitards en leur diversité

« C'EST EN 1968, AN 1968, OU 1969, que j'ai fondé la S.A.R.L. N.R.F., pour l'édition de Mercuri. Pas les documents. » Gérard Guiguen, du Sagittaire, est sans équivoque. Sa réflexion vise bel et bien ceux qui, dans cette nouvelle édition dont il est, ont choisis les sentiers faciles. Dans ce res-de-chaussée qui jouxte l'Ecole nationale d'administration on n'a pas oublié que le fondateur du Sagittaire fut Léon-Pierre Quint, en dépit de la longue hibernation de l'après-guerre. Et Guiguen est lui-même écrivain. C'est peut-être pour cela qu'il rêve mieux que d'autres ou qu'il a une autre nostalgie. A « Champ libre » il édite Chaudier, Proust, Bakounine. Il se souvient de Bernard Grasset, qui put créer une collection « Pour mon plaisir ». Il dit : « C'est aussi simple que cela la grande édition. Qui oserait le faire aujourd'hui ? Le Sagittaire ? Petit sourire. « On est là aussi pour que la maison vive. »

Marche-t-elle ? En 1975, année de la remise en route, il y eut sept titres et en 1976 vingt ; en 1977 on devrait atteindre vingt-deux ou vingt-trois. Et déjà des succès comme les *Déclassements* de Jean-François Bédou, ou, dans un autre genre, le *Petit tout* de camp de Hénard d'Étigny.

Le document interdit de séjour. Mais il faut s'en débarrasser. « Quand on publie le souvenir de révolutions de Proust, Amal, si tu tombes, c'est parce que le livre est bon, c'est aussi pour répondre à la rédaction des *Déclassements*, de Robert. » Pas de livre, lui, fait par d'autres que l'auteur déclaré. Mais il sait, Gérard Guiguen réplique à Jean-Pierre Ramsay, à Jean-Claude Simeoni, à tous ceux qui ont décidé de jouer la livre-information, l'événement en forme de livre, qu'il n'y a rien d'artistique, journalistique. Car ceux-là le disent, sans morgue ni vergogne : « Aujourd'hui on peut écrire plus facilement. » Basch on fait des livres pour soi.

Le coup de poker

Entre Beauport et le « trou » des Hautes, deux pièces aux murs blancs, à la moquette mauve, des livres à terre, des épreuves sur un étroit bureau, la lumière chiche de Paris en hiver. C'est le siège des éditions Phébus et de Jean-Pierre Sire.

Il n'a pas les moyens du Sagittaire, ni la vocation d'Olivier Orban. Quand on vient du journalisme littéraire on peut quand même avoir ses idées. Surtout si l'on s'est aperçu qu'on n'était « pas fait pour ce métier, du moins tel qu'on le concevait à la radio », cette radio où il travailla pendant six mois, conclut-il. Le mouvement repris en main, que sinon démissionner et découvrir que « ça va » enragé, mais « ça va », enragé, l'édition, dit Tobon. Phébus

né avec 20 000 francs empruntés pour fonder la S.A.R.L. « Suis-je un éditeur ? », se demande Jean-Pierre Sire. Peut-être seulement un lecteur prolongé qui se nourrit d'une double illustration. L'édition n'est finalement, très loin des livres, le cœur de la lecture. » Il en sait assez en tout cas pour avoir compris que « le danger dans ce fouteur métier, c'est l'ambiguïté ». « Un bouquin, c'est très compliqué à faire, il y a toute une technologie à laquelle l'éditeur ne touche pas. Il met seulement en route un pouvoir de production industrielle, travaille ou fait travailler sur des machines de l'an 2000 en restant artisan. »

Après bien d'autres, il parle du « sort », du « coup de poker » que représente chaque livre. Alors, si c'était un métier de joueur, un de ceux qui donne la frisson, la passion ? Il assure n'en être pas encore là. Phébus vit donc depuis octobre 1975. Les premiers titres apparaissent à la fin de mai 1976. Ils sont six aujourd'hui à avoir connu des fortunes diverses. Du moins situent-ils la maison et les aspirations du fondateur : « Il y a un certain nombre de livres que je voudrais bien exister. Et c'est celui par lequel un livre enterré voit ou re- »

Du côté des dénicheurs

Nous voilà bien du côté des chercheurs, des dénicheurs, des chercheurs. Jean-Pierre Sire, déjà déniché. Il a eu de bonnes surprises. Au départ, il avait joué sur un « dossier très bien fait, très complet », consacré à l'énergie nucléaire. Ce fut un échec. Au contraire, sans tambour ni trompette, le livre des ruses, apporté, comme beaucoup d'autres, par des copistes, est déjà à deux mille exemplaires.

« Cette *Schéhérazade* jouant à Machiavel a maintenu la boutique. Ça se vend à Paris, mais aussi à Romorantin, à Forcalquier, malgré ses 55 francs. » Alors il continuera d'explorer le domaine arabe. Il n'est pas fâché non plus de ses nouvelles de Kleist dans une traduction d'Armel Guernès. Ni de son *Freud*, toujours bien en cour dans la publie et qui se vend en Allemagne, en Japon, en Hollande. Le classe-t-on marginal ? Il s'en soucie peu. « Quand on veut découvrir les régimes, les obédiences. »

France Adé c'est la benjamine. Et Françoise Adestain, qui vient de fonder la maison, a la passion de la pureté. Parce qu'elle a trop vu et trop souffert de ce qu'elle voyait, la voilà en révolte. Les « grosses séries » elle les a continuées, avec leur façon de publier n'importe quel texte ou confession de voleurs. Si la nouvelle édition doit aussi « être ça », il ne faut pas compter sur elle. Elle n'a pas les moyens de « payer des gangsters ou des artistes de cinéma ». Editer, c'est essayer d'apporter des idées, que ce soit par l'essai ou par le ro-

man. Faute de célébrité, elle va chercher des nouveaux et, bien sûr, en dehors de « la foire aux prix ». Ils auront plus de chance d'être défendus et compris. Elle pense aussi à roman étranger « qui veut le coup, et doit sûrement avoir un public ». Elle prend pour références les *Lettres nouvelles*. Elle entend « donner à lire au-delà du public universitaire ». C'est sa façon de résister à « une décadence de l'édition », de refuser le lot de ceux qui ne peuvent vivre qu'avec de gros offices. Au regard, elle fait le tour de l'union pièce dénichée qui est son bureau, son siège social, son comité de lecture. Elle aime les écrivains et les auteurs : « J'ai fait sûr de moi, comme ça, en réalité, je panique. » Mais il y a les amis, les Jacques Lacarrière, les Gilles Lapouge, les Alain Pons.

La « bataille gauchiste » et ses « espaces »

Il y a des combats, des conditions, les conflits d'idées, Jean-Edern Halter est celui qu'on ne peut pas ignorer. Il a fait le livre-lui-même. Il est avec les politiques et il n'y en a pas tellement à son sens. « Webtop, les Editions des Femmes, tout. Les *Milliers* de 1973. C'est aussi la S.A.R.L. qui m'a fait connaître. » Cela rappelle, en avant les formules sur le pays où on lit le moins et où on écrit le plus, « le passage du capitalisme à l'industrie ou capitalisme financier », l'empire de la banque qui a pris la place de l'empire des industriels.

Et là, lancé sa maison, c'est « à partir d'années comme celle-là ». Il assure tout par autofinancement. Il a publié trente livres, rachetés à la librairie La Joie de l'écrit. En deux ans et demi son chiffre d'affaires, édition et librairie, a atteint le million ancien.

« Et puis, rappelle-t-il en insistant, nous sommes des écrivains, Cyprien, Negroni et moi. Et ça, c'est fondamentalement. Il doit y avoir quelque chose de la culture, un livre, il a rompu il ne sait plus combien d'années, c'est une réussite. Mais il réalise son rêve. Il sera et restera l'encyclopédie de ce siècle. Il fera de l'édition comme Balzac en fit — avec plus de fortune évidemment — c'est-à-dire pour que l'écrivain devienne le maître du feu. »

« Il suffit que l'on ait dit quelques mots et tout le système se trouve remis en question. » Il a des noms en tête : Jean-Pierre Pige, Philippe Solinas, Régis Debray, qui ont

chacun leur équipe. « Malheureusement ils sont assistés qui par le Seul, qui par Laffont. Il fallait prendre « mais l'économique. Personne ne s'en soucie. »

Du moins aura-t-il l'attention d'avoir continué la bataille gauchiste en la changeant d'espace. Il devine quand même le scepticisme des autres : « Si l'édition n'est pas libre, c'est aussi sa faute. Pour beaucoup de gens, c'est un fait. Ils pensent avoir la souveraineté sans se rendre compte qu'ils n'ont pas le pouvoir. Or ce qui est réussi chez Halter, c'est la prise de pouvoir par les écrivains. »

Il a cherché et la jeune génération des intellectuels de l'après-mai 1968. Et aussi de jeunes romanciers que nous avons créés de toutes pièces. Les deux tiers de mes écrivains ont lâché de gros éditeurs pour venir chez nous. Et ça, c'est un événement. Autrefois, c'était plutôt le contraire.

Cela lors son langage redevenait, celui qu'on entend chez la plupart : un plaidoyer pour « la petite édition », pour l'abandon des gros « offices » mensuels de 20, 30 titres. Et Jean-Edern Halter lui-même, il a cherché à le définir. « Le maître sera le destinataire. Il faut une propre distribution, et même un libraire. C'est déjà la F.N.A.C., les librairies Elies, c'est tout avec la Joie de l'écrit. »

Lui, pourtant, ne diffuse pas. Il tire ses ouvrages de 3 000 à 10 000, exemplaires. Il s'emploie à « privilégier la création originale, ce qui se fait de plus en plus rare ». Mais il ne veut pas séparer création et succès commercial. Et puis, il veut un auteur se mêlant lui-même de la fabrication de son livre, de l'écriture à la relation publique. Bref, chez Jean-Edern Halter, l'écrivain ne sera plus « Joseph K. devant le château. »

De la gauche socialiste à l'ultra-gauche

Pourquoi le ton paraît-il plus naturel chez Frédéric ? Parce qu'il n'est plus à Paris ? Non pas. Jean-Pierre Sire, François Adé, Edouard Eménil, à l'instinct, Joachim Vital à la diffidence, sont parisiens. Ils sont de la boutique et restent nets, simples, loin des mondanités. C'est le plus difficile, ou le plus courageux. Cela peut suffire à consumer un échec. Et pourtant, Frédéric, comme d'autres, des origines « soixante-huitards ». La maison d'édition s'est greffée, en mai 1975, sur une maison déjà fondée sous la forme d'une



★ Dessin de PLANTU.

association sans but lucratif. En ce temps-là, à Lyon, les livres de Maspéro ne se trouvaient pas dans les librairies. Mais dans les bibliothèques sociales. Une librairie militante n'était pas trop. En fait, on avait en fait fait un livre qui se produisait pas et cela peut être un livre. Cela avait coûté quelques-unes des « fioles » du métier.

Aujourd'hui Frédéric ambule dans la pensée politique contemporaine. La librairie n'est plus à l'écrit, elle est dans les livres. On ne peut pas dire que les livres de Maspéro ont été gagnés, d'un seul coup. « Les mots », dit-on, sont en marche des organisations politiques. On veut des débats plus que des engagements inconditionnels ou des engagements à la jeune édition lyonnaise à pris des livres divers : la poésie, l'essai, le roman, le témoignage, le documentaire, y a aussi politique, d'écrits politiques, de la gauche socialiste à l'ultra-gauche. Tout cela, fonctionnant modestement, les membres de l'association ont but non lucratif ne pouvant payer, par le paiement de leurs cotisations, que le salaire, au sein du SMIG, de l'un des trois salariés de l'équipe. Les autres ne sont pas une espèce lyonnaise répandue, il faut donc réussir à vendre, et sans s'en tenir à Lyon où « l'intelligentsia » la parisienne n'est pas. Rigueur dans les projets, production dans les tirages — 350 à 2 000 ou 3 000 au maximum — sont des règles obligées parce que le plus souvent « on est très coincé ». Certains titres ont cependant fait leur tour comme adolescents de bonheurs, documents sociologiques, ou les *Enfants de la petite maison*, ouvrage collectif de psychiatrie, ou encore un *Guignol*, bien dépeint, qui a dépassé ses frontières natales. Et puis surtout ce *Regimen* pour un *jeune espagnol*, de Ramon Sender, salué par un article de l'Arrière. Du jour au lendemain, la F.N.A.C. de Paris réclamait d'urgence un bon système de tirage total. Tout cela donne un capital d'attente pas méprisable à Lyon. Et l'été Frédéric pour montrer. Remarque au passage du livre de Nica, il fut aussi à Francfort à l'automne.

Un petit de ses camarades, l'un postier, l'autre écrivain, le

troisième enseignant, Pierre-Gilles Flacou peut dire doucement mais fermement : « Nous ne sentons qu'un petit peu les autres, mais on ne se connaît pas. » On ne se connaît pas, on leur apportera tel texte relatif pas le mail.

Des amis

A Clais, la S.A.R.L. la Parole au capital de 10 000 F, c'est Jean Geoffroy qui « vient de la banque », Jacques Frunier, qui est libraire, et le Catalan Louis Bernadot, enseignant technique. Ils ont tous une même idée : ils ont pensé qu'il y avait à avoir quelque chose de différent à faire, sans être sous Maspéro ni plus. On a serré un peu juste, mais une machine pour soi-même. Mais fut préparé et publié — ce sera tout leur livre. L'homme qui est entré dans la loi, sous Pierre Goldmann et son « affaire ». Tirage 3 000, vente 1 500 en peu de mois.

Allan Geoffroy — c'est lui qui vient de la banque —, « Et c'est parti, ça, sans même qu'il y ait eu de réflexion. C'est d'ailleurs pour ça qu'il a fallu, après, s'arrêter, souffler. » On ne peut pas dire que c'est une affaire ordinaire. On est un peu comme ça, mais pas encore. Et il a écrit tout ça. En 1975, dans 1976, en 1977, il n'est pas connu. On projette déjà la thèse d'une révolution sur les mouvements de l'économie pendant la guerre civile espagnole. Les membres de l'association ont quatre-vingt-quatre ans (la C.G.T. en 1911, la Sorbonne en 1908). Les *Enfants de la petite maison* ont huit livres par an à partir de 1978. Plus tard, quand nous aurons plus de livres ou plus disponibles, il faudra pour nous même des bouquins de documents, des documents.

En attendant on s'occupe de l'économie et de la culture. On remet à l'ordre du jour de son activité, le Cercle de la librairie de son activité. Et l'on se dit qu'il y a un grand et un énorme travail à faire.

JEAN-MAURICE THOLLEYRE.

« DES FEMMES » OU LA DIFFICULTÉ D'ÊTRE « AILLEURS »

Une entreprise qui connaît le succès, redoute de devenir institution.

La manière de Michèle Jobert, « Des Femmes » se situe « ailleurs » dans ce courant, pourtant bouillonnant, de la nouvelle édition. Sylvie Messinger disait : « Je me sens près d'elle. Elles sont un point de repère, un exemple. Et dans leur ligne éditoriale, elles sont simples. Elles occupent tout le terrain. »

Elles occupent, en effet. Elles ont bel et bien bouché un coin de la profession une fois reconnue le succès, mieux encore à fuir leurs livres jolis. L'on vient-elles ? Elles aussi de mai 68. En cherchant mieux, d'une de ces « réflexions », comme il en fut alors tant faites, mêlant le discours politique, le psychanalytique et Marx. Ce fut le temps où le M.L.F. manqua de devenir institution. On se débattait dans les confusions. Chacune n'arrivait pas du même rivage. Déjà les féministes affrontaient les existentielles. Freud, Marx, pour référence ? Des hommes, non ? Alors un large ? « Des Femmes » sont sorties de là. Pour écrire, certaines avaient affronté l'édition

qu'on la connaît. Elles avaient eu à demander en femmes, à des hommes, à des pères. Et si les hommes avaient leurs éditions ? Elles les avaient eues toutes celles qui les avaient eues. Elles ont été les femmes en lutte. De là une façon de voir, et de recevoir, les choses qui pouvait difficilement se comparer à celle des autres.

Les textes sont venus tout à la fois de femmes qui, jusque-là, n'avaient pas voulu être éditées ailleurs, et de femmes aussi qui, éditées ailleurs, n'attendaient que « Des Femmes » pour « plaquer » leur éditeur. Ainsi d'Éliane Chouas et d'Emma Santos.

Le paradis des écrivains femmes alors ? Les ? Il y a aussi des écrivains, ce n'est pas une tendance. Féminisme et M.L.F. ne se rejoignent pas, se heurtent même et violemment. « Des Femmes » ne cachent pas ces difficultés, ces différences, ces difficultés : « Nos textes ne sont pas forcément militants. Il y a des romans, des essais. Pour être édités il suffit d'être femme et d'être en lutte. »

L'argent dans tout cela ? Il en faut et il y en a. C'est

un fait que les femmes pouvaient apporter. Mais ces fortunes ne devaient pas se prendre pour un succès, c'est-à-dire se contenter de financer. On peut être riche et militant. Dès lors les choses ont été vues vis-à-vis du travail, du devenir grand. Elles ont été vues vis-à-vis du travail, du devenir grand. Elles ont été vues vis-à-vis du travail, du devenir grand.

Elles ont été vues vis-à-vis du travail, du devenir grand. Elles ont été vues vis-à-vis du travail, du devenir grand. Elles ont été vues vis-à-vis du travail, du devenir grand.

Elles ont été vues vis-à-vis du travail, du devenir grand. Elles ont été vues vis-à-vis du travail, du devenir grand. Elles ont été vues vis-à-vis du travail, du devenir grand.

on a pris la SODIS, « Mais si vous voulez vous mettre dans une catégorie. Il a fallu se battre pour faire comprendre qu'on n'était pas une femme, qu'on était une femme. »

Un jour nous aurons peut-être une représentation qui sera une femme. Elles ont été vues vis-à-vis du travail, du devenir grand. Elles ont été vues vis-à-vis du travail, du devenir grand.

Elles ont été vues vis-à-vis du travail, du devenir grand. Elles ont été vues vis-à-vis du travail, du devenir grand. Elles ont été vues vis-à-vis du travail, du devenir grand.

Elles ont été vues vis-à-vis du travail, du devenir grand. Elles ont été vues vis-à-vis du travail, du devenir grand. Elles ont été vues vis-à-vis du travail, du devenir grand.

EDITIONS ROBLOT

NOUS SOMMES LE VINGT ET UNIÈME !

« Les femmes éditrices... en s'en tenant aux cinq dernières on doit en dénombrer sans peine une bonne cinquantaine qui publient régulièrement. »

Jean-Maurice THOLLEYRE.

DERNIÈRES PARUTIONS :

LA POLITIQUE DES FRANCS-MAÇONS
de Jacques Mitterrand
(quatre éditions en trois) 35 F

LES COMITÉS SECRETS :
L'AFFAIRE DU CHEMIN DES DAMES
de Henri Costex
(première édition en voie d'épuisement ■■■■ semaines) 35 F

catalogue sur demande.

■ **DIFFUSION GÉNÉRALE ET LIBRAIRIE :**
Editions ROBLOT : 32, rue des Écoles, 75005 PARIS

■ **DIFFUSION POUR LA FRANCE :**
CHAIK : 1, rue de Fleury, 75006 PARIS

■ et pour l'étranger : GROUPE INTERNATIONAL HACHETTE

150 000 000

AUJOURD'HUI

PRESSE

PAR 82,48 % DES SUFRAGES EXPRIMÉS

Les conclusions du rapport Mottin ont été repoussées par les ouvriers du Livre

Le dépouillement du référendum organisé depuis lundi par le Comité intersyndical du Livre parisien (C.I.L.) dans l'ensemble des entreprises de presse, au sujet des propositions contenues dans le rapport Mottin concernant le conflit du Livre libéré, s'est conclu, dans la nuit du mercredi 2 à jeudi 3, par le rejet de ces propositions, à une majorité de 82,48 % des suffrages exprimés.

La question posée par le Livre parisien aux travailleurs appartenant à une entreprise de presse de la région parisienne était ainsi libellée : « Considérant que les propositions du rapport Mottin constituent une base acceptable pour un accord préservant les intérêts et les droits des travailleurs du Livre libéré et des imprimeurs de presse parisiens ».

OUI NON
Les opérations de vote ont été déroulées dans chaque atelier, puis les bulletins ont été amenés au siège du Livre parisien, où avait lieu le dépouillement. Nombre d'inscrits : 5.500. Nombre de votants : 5.127. Suffrages exprimés : 4.999.

OUI : 876 (17,52 %)
NON : 4.123 (82,48 %)
Dès la proclamation des résultats, M. Pierre Lelouche a pris la parole pour féliciter la cohésion de la majorité des votes « après deux ans de lutte », dénotant ainsi les pronostics de « ceux qui spéculaient sur la lassitude des travailleurs ».

« Nous poursuivrons l'action jusqu'à la proclamation des résultats », a déclaré M. Lelouche.

En Italie
LA MUNICIPALITÉ DE LIVOURNE « CONFIE » H. TELEGRAPFO AUX OUVRIERS ET AUX JOURNALISTES

(De notre correspondant.)
Rome. — Un journal est-il un service public ? peut-il, de ce fait, être réquisitionné par les autorités municipales ? Et si oui, à quel titre ? Ces questions se posent à Livourne, où le quotidien *« Il Telegrafo »* est en conflit officiellement avec les journaux locaux, mais où les journaux locaux, depuis huit mois, en échange de la coopération, ont accepté de publier les décrets de la municipalité.

La société propriétaire du *« Il Telegrafo »*, dont le principal actionnaire est le *« Gruppo Editoriale L'Espresso »*, a décidé de liquider le journal pour des raisons financières. Cependant, la suite d'une plainte, la magistrature ordonne, à son propriétaire, C'est alors que la « Junta » socialiste de Livourne a approuvé l'opposition démocratique - chrétienne - à la décision, posant un défenseur la liberté d'information, elle invoque une loi qui permet aux autorités d'intervenir en cas d'urgence.

La Fédération nationale des journalistes (F.N.J.), un communiqué publié mercredi 2 mars, dénonce la multiplication des pressions qui exercent actuellement sur l'A.F.P. L'Union apporte son total soutien à l'ensemble des salariés dans le mouvement qu'ils ont entrepris pour protester contre ces emprises.

Citant les exemples rapportés dans ces colonnes (le Monde du 3 mars), l'U.N.S.J. ajoute : « Ces emprises ne sont pas isolées. Ils sont l'aboutissement logique de tentatives de mises au pas de l'A.F.P. perceptibles depuis un an, par l'arrivée, en mai dernier, d'un haut fonctionnaire, M. Pigeat, directeur général adjoint, par des menaces récentes sur le droit à grève, par la mise en service de la loi sur le service minimum, par des répressions ouvertes touchant les responsables syndicaux journalistes ».

« La Fédération nationale des journalistes (F.N.J.) et le S.N.A.D.G.I. ont doublement intérêt à ce qu'une enquête soit ouverte sur de telles pratiques. (...) Les salariés accablés d'impôts, plus tardés, les petits commerçants et artisans victimes d'une politique répressive, le maître de la presse, ne comprennent pas que les opérations des sociétés du groupe Ansa échappent à des vérifications fiscales approfondies. C'est pourquoi nous vous demandons que des mesures soient prises d'urgence afin de faire toute la lumière sur cette affaire ».

Signalons d'autre part que M. René Laure, gérant du S.O.P.S.I. (l'« Equipe »), écrit à M. Jacques Pigeat, secrétaire général de la F.F.T.L. auprès de qui il « élève » plus vite protestation contre les procédés d'espionnage et de vol au secret désormais mis en œuvre dans notre entreprise. M. Laure annonce, en conséquence, « l'impossibilité de poursuivre des négociations » qui étaient à l'« Equipe ».

DEUX SYNDICATS C.G.T. DU MINISTÈRE DES FINANCES ÉCRIVENT À M. BARRE
La Fédération C.G.T. du ministère des finances et le Syndicat national des agents de la direction générale des impôts C.G.T. viennent par l'entremise de leurs secrétaires généraux, d'adresser une lettre à M. Raymond Barre au sujet des révélations faites par le Syndicat du Livre C.G.T. concernant la gestion des dépenses appartenant au groupe du *« Parisien libéré »* (le Monde du 2 mars).

Il est pour le moins surprenant, convient M. Jevodan et Flouquet, dirigeants syndicaux, qu'un gérant ignore la situation de la société qu'il a créée et dirigée.

« Le caractère profondément anormal de cette situation laisse supposer, sur le point financier et fiscal, l'existence de graves irrégularités, sinon de manœuvres frauduleuses. »

« La Fédération nationale des journalistes et le S.N.A.D.G.I. ont doublement intérêt à ce qu'une enquête soit ouverte sur de telles pratiques. (...) Les salariés accablés d'impôts, plus tardés, les petits commerçants et artisans victimes d'une politique répressive, le maître de la presse, ne comprennent pas que les opérations des sociétés du groupe Ansa échappent à des vérifications fiscales approfondies. C'est pourquoi nous vous demandons que des mesures soient prises d'urgence afin de faire toute la lumière sur cette affaire ».

« La Fédération nationale des journalistes et le S.N.A.D.G.I. ont doublement intérêt à ce qu'une enquête soit ouverte sur de telles pratiques. (...) Les salariés accablés d'impôts, plus tardés, les petits commerçants et artisans victimes d'une politique répressive, le maître de la presse, ne comprennent pas que les opérations des sociétés du groupe Ansa échappent à des vérifications fiscales approfondies. C'est pourquoi nous vous demandons que des mesures soient prises d'urgence afin de faire toute la lumière sur cette affaire ».

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1701

1	2	3	4	5	6	7	8	9
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT
I. Part de l'esprit. — II. Action collective d'une machine reprise au travail. — III. Fluctuation de la panification. — IV. Vase à nouveau un signe. — V. Vase à savoir : vase à vis-à-vis. — VI. C'est tout un poème : l'effluve du bon air. — VII. L'effluve du bon air. — VIII. L'effluve du bon air. — IX. L'effluve du bon air. — X. L'effluve du bon air. — XI. L'effluve du bon air.

VERTICALEMENT
1. Temps d'arrêt plus ou moins long dans la campagne. — 2. C'est tout un poème : l'effluve du bon air. — 3. L'effluve du bon air. — 4. L'effluve du bon air. — 5. L'effluve du bon air. — 6. L'effluve du bon air. — 7. L'effluve du bon air. — 8. L'effluve du bon air. — 9. L'effluve du bon air. — 10. L'effluve du bon air. — 11. L'effluve du bon air.

Solution du problème n° 1700
Horizontalement
I. Attentats. — II. U.R.S.S. — III. Rets. — IV. Spasme. — V. L'effluve du bon air. — VI. L'effluve du bon air. — VII. L'effluve du bon air. — VIII. L'effluve du bon air. — IX. L'effluve du bon air. — X. L'effluve du bon air. — XI. L'effluve du bon air.

VERTICALEMENT
1. Chambrée. — 2. Affres. — 3. Rets. — 4. Spasme. — 5. L'effluve du bon air. — 6. L'effluve du bon air. — 7. L'effluve du bon air. — 8. L'effluve du bon air. — 9. L'effluve du bon air. — 10. L'effluve du bon air. — 11. L'effluve du bon air.

LOTTO
Tirage n° 9
6 10 22 26 27 33
NUMÉRO COMPLEMENTAIRE 46
PROCHAIN TIRAGE LE 9 MARS 1977
VALIDATION JUSQU'AU 8 MARS 1977 APRES-MIDI

LOTTO
Tirage n° 9
6 10 22 26 27 33
NUMÉRO COMPLEMENTAIRE 46
PROCHAIN TIRAGE LE 9 MARS 1977
VALIDATION JUSQU'AU 8 MARS 1977 APRES-MIDI

LOTTO
Tirage n° 9
6 10 22 26 27 33
NUMÉRO COMPLEMENTAIRE 46
PROCHAIN TIRAGE LE 9 MARS 1977
VALIDATION JUSQU'AU 8 MARS 1977 APRES-MIDI

SITUATION LE 03.03.77 A 0 h G.M.T.



Bulletin d'enneigement
Renseignements communiqués par le Comité des Alpes françaises, 10, rue de la République, 69001 Lyon. Les chiffres indiqués sont en mètres.

ALPES DU NORD
15-30 : Ballanche-Crest-Voland, 70-120 : Bourg-Saint-Maurice-Les Arcs, 130-180 : Chambéry-Annecy, 180-230 : Chamonix-Mont Blanc, 230-280 : Courmayeur, 280-330 : Courmayeur-Mont Blanc, 330-380 : Courmayeur-Mont Blanc, 380-430 : Courmayeur-Mont Blanc, 430-480 : Courmayeur-Mont Blanc, 480-530 : Courmayeur-Mont Blanc, 530-580 : Courmayeur-Mont Blanc, 580-630 : Courmayeur-Mont Blanc, 630-680 : Courmayeur-Mont Blanc, 680-730 : Courmayeur-Mont Blanc, 730-780 : Courmayeur-Mont Blanc, 780-830 : Courmayeur-Mont Blanc, 830-880 : Courmayeur-Mont Blanc, 880-930 : Courmayeur-Mont Blanc, 930-980 : Courmayeur-Mont Blanc, 980-1030 : Courmayeur-Mont Blanc, 1030-1080 : Courmayeur-Mont Blanc, 1080-1130 : Courmayeur-Mont Blanc, 1130-1180 : Courmayeur-Mont Blanc, 1180-1230 : Courmayeur-Mont Blanc, 1230-1280 : Courmayeur-Mont Blanc, 1280-1330 : Courmayeur-Mont Blanc, 1330-1380 : Courmayeur-Mont Blanc, 1380-1430 : Courmayeur-Mont Blanc, 1430-1480 : Courmayeur-Mont Blanc, 1480-1530 : Courmayeur-Mont Blanc, 1530-1580 : Courmayeur-Mont Blanc, 1580-1630 : Courmayeur-Mont Blanc, 1630-1680 : Courmayeur-Mont Blanc, 1680-1730 : Courmayeur-Mont Blanc, 1730-1780 : Courmayeur-Mont Blanc, 1780-1830 : Courmayeur-Mont Blanc, 1830-1880 : Courmayeur-Mont Blanc, 1880-1930 : Courmayeur-Mont Blanc, 1930-1980 : Courmayeur-Mont Blanc, 1980-2030 : Courmayeur-Mont Blanc, 2030-2080 : Courmayeur-Mont Blanc, 2080-2130 : Courmayeur-Mont Blanc, 2130-2180 : Courmayeur-Mont Blanc, 2180-2230 : Courmayeur-Mont Blanc, 2230-2280 : Courmayeur-Mont Blanc, 2280-2330 : Courmayeur-Mont Blanc, 2330-2380 : Courmayeur-Mont Blanc, 2380-2430 : Courmayeur-Mont Blanc, 2430-2480 : Courmayeur-Mont Blanc, 2480-2530 : Courmayeur-Mont Blanc, 2530-2580 : Courmayeur-Mont Blanc, 2580-2630 : Courmayeur-Mont Blanc, 2630-2680 : Courmayeur-Mont Blanc, 2680-2730 : Courmayeur-Mont Blanc, 2730-2780 : Courmayeur-Mont Blanc, 2780-2830 : Courmayeur-Mont Blanc, 2830-2880 : Courmayeur-Mont Blanc, 2880-2930 : Courmayeur-Mont Blanc, 2930-2980 : Courmayeur-Mont Blanc, 2980-3030 : Courmayeur-Mont Blanc, 3030-3080 : Courmayeur-Mont Blanc, 3080-3130 : Courmayeur-Mont Blanc, 3130-3180 : Courmayeur-Mont Blanc, 3180-3230 : Courmayeur-Mont Blanc, 3230-3280 : Courmayeur-Mont Blanc, 3280-3330 : Courmayeur-Mont Blanc, 3330-3380 : Courmayeur-Mont Blanc, 3380-3430 : Courmayeur-Mont Blanc, 3430-3480 : Courmayeur-Mont Blanc, 3480-3530 : Courmayeur-Mont Blanc, 3530-3580 : Courmayeur-Mont Blanc, 3580-3630 : Courmayeur-Mont Blanc, 3630-3680 : Courmayeur-Mont Blanc, 3680-3730 : Courmayeur-Mont Blanc, 3730-3780 : Courmayeur-Mont Blanc, 3780-3830 : Courmayeur-Mont Blanc, 3830-3880 : Courmayeur-Mont Blanc, 3880-3930 : Courmayeur-Mont Blanc, 3930-3980 : Courmayeur-Mont Blanc, 3980-4030 : Courmayeur-Mont Blanc, 4030-4080 : Courmayeur-Mont Blanc, 4080-4130 : Courmayeur-Mont Blanc, 4130-4180 : Courmayeur-Mont Blanc, 4180-4230 : Courmayeur-Mont Blanc, 4230-4280 : Courmayeur-Mont Blanc, 4280-4330 : Courmayeur-Mont Blanc, 4330-4380 : Courmayeur-Mont Blanc, 4380-4430 : Courmayeur-Mont Blanc, 4430-4480 : Courmayeur-Mont Blanc, 4480-4530 : Courmayeur-Mont Blanc, 4530-4580 : Courmayeur-Mont Blanc, 4580-4630 : Courmayeur-Mont Blanc, 4630-4680 : Courmayeur-Mont Blanc, 4680-4730 : Courmayeur-Mont Blanc, 4730-4780 : Courmayeur-Mont Blanc, 4780-4830 : Courmayeur-Mont Blanc, 4830-4880 : Courmayeur-Mont Blanc, 4880-4930 : Courmayeur-Mont Blanc, 4930-4980 : Courmayeur-Mont Blanc, 4980-5030 : Courmayeur-Mont Blanc, 5030-5080 : Courmayeur-Mont Blanc, 5080-5130 : Courmayeur-Mont Blanc, 5130-5180 : Courmayeur-Mont Blanc, 5180-5230 : Courmayeur-Mont Blanc, 5230-5280 : Courmayeur-Mont Blanc, 5280-5330 : Courmayeur-Mont Blanc, 5330-5380 : Courmayeur-Mont Blanc, 5380-5430 : Courmayeur-Mont Blanc, 5430-5480 : Courmayeur-Mont Blanc, 5480-5530 : Courmayeur-Mont Blanc, 5530-5580 : Courmayeur-Mont Blanc, 5580-5630 : Courmayeur-Mont Blanc, 5630-5680 : Courmayeur-Mont Blanc, 5680-5730 : Courmayeur-Mont Blanc, 5730-5780 : Courmayeur-Mont Blanc, 5780-5830 : Courmayeur-Mont Blanc, 5830-5880 : Courmayeur-Mont Blanc, 5880-5930 : Courmayeur-Mont Blanc, 5930-5980 : Courmayeur-Mont Blanc, 5980-6030 : Courmayeur-Mont Blanc, 6030-6080 : Courmayeur-Mont Blanc, 6080-6130 : Courmayeur-Mont Blanc, 6130-6180 : Courmayeur-Mont Blanc, 6180-6230 : Courmayeur-Mont Blanc, 6230-6280 : Courmayeur-Mont Blanc, 6280-6330 : Courmayeur-Mont Blanc, 6330-6380 : Courmayeur-Mont Blanc, 6380-6430 : Courmayeur-Mont Blanc, 6430-6480 : Courmayeur-Mont Blanc, 6480-6530 : Courmayeur-Mont Blanc, 6530-6580 : Courmayeur-Mont Blanc, 6580-6630 : Courmayeur-Mont Blanc, 6630-6680 : Courmayeur-Mont Blanc, 6680-6730 : Courmayeur-Mont Blanc, 6730-6780 : Courmayeur-Mont Blanc, 6780-6830 : Courmayeur-Mont Blanc, 6830-6880 : Courmayeur-Mont Blanc, 6880-6930 : Courmayeur-Mont Blanc, 6930-6980 : Courmayeur-Mont Blanc, 6980-7030 : Courmayeur-Mont Blanc, 7030-7080 : Courmayeur-Mont Blanc, 7080-7130 : Courmayeur-Mont Blanc, 7130-7180 : Courmayeur-Mont Blanc, 7180-7230 : Courmayeur-Mont Blanc, 7230-7280 : Courmayeur-Mont Blanc, 7280-7330 : Courmayeur-Mont Blanc, 7330-7380 : Courmayeur-Mont Blanc, 7380-7430 : Courmayeur-Mont Blanc, 7430-7480 : Courmayeur-Mont Blanc, 7480-7530 : Courmayeur-Mont Blanc, 7530-7580 : Courmayeur-Mont Blanc, 7580-7630 : Courmayeur-Mont Blanc, 7630-7680 : Courmayeur-Mont Blanc, 7680-7730 : Courmayeur-Mont Blanc, 7730-7780 : Courmayeur-Mont Blanc, 7780-7830 : Courmayeur-Mont Blanc, 7830-7880 : Courmayeur-Mont Blanc, 7880-7930 : Courmayeur-Mont Blanc, 7930-7980 : Courmayeur-Mont Blanc, 7980-8030 : Courmayeur-Mont Blanc, 8030-8080 : Courmayeur-Mont Blanc, 8080-8130 : Courmayeur-Mont Blanc, 8130-8180 : Courmayeur-Mont Blanc, 8180-8230 : Courmayeur-Mont Blanc, 8230-8280 : Courmayeur-Mont Blanc, 8280-8330 : Courmayeur-Mont Blanc, 8330-8380 : Courmayeur-Mont Blanc, 8380-8430 : Courmayeur-Mont Blanc, 8430-8480 : Courmayeur-Mont Blanc, 8480-8530 : Courmayeur-Mont Blanc, 8530-8580 : Courmayeur-Mont Blanc, 8580-8630 : Courmayeur-Mont Blanc, 8630-8680 : Courmayeur-Mont Blanc, 8680-8730 : Courmayeur-Mont Blanc, 8730-8780 : Courmayeur-Mont Blanc, 8780-8830 : Courmayeur-Mont Blanc, 8830-8880 : Courmayeur-Mont Blanc, 8880-8930 : Courmayeur-Mont Blanc, 8930-8980 : Courmayeur-Mont Blanc, 8980-9030 : Courmayeur-Mont Blanc, 9030-9080 : Courmayeur-Mont Blanc, 9080-9130 : Courmayeur-Mont Blanc, 9130-9180 : Courmayeur-Mont Blanc, 9180-9230 : Courmayeur-Mont Blanc, 9230-9280 : Courmayeur-Mont Blanc, 9280-9330 : Courmayeur-Mont Blanc, 9330-9380 : Courmayeur-Mont Blanc, 9380-9430 : Courmayeur-Mont Blanc, 9430-9480 : Courmayeur-Mont Blanc, 9480-9530 : Courmayeur-Mont Blanc, 9530-9580 : Courmayeur-Mont Blanc, 9580-9630 : Courmayeur-Mont Blanc, 9630-9680 : Courmayeur-Mont Blanc, 9680-9730 : Courmayeur-Mont Blanc, 9730-9780 : Courmayeur-Mont Blanc, 9780-9830 : Courmayeur-Mont Blanc, 9830-9880 : Courmayeur-Mont Blanc, 9880-9930 : Courmayeur-Mont Blanc, 9930-9980 : Courmayeur-Mont Blanc, 9980-10030 : Courmayeur-Mont Blanc, 10030-10080 : Courmayeur-Mont Blanc, 10080-10130 : Courmayeur-Mont Blanc, 10130-10180 : Courmayeur-Mont Blanc, 10180-10230 : Courmayeur-Mont Blanc, 10230-10280 : Courmayeur-Mont Blanc, 10280-10330 : Courmayeur-Mont Blanc, 10330-10380 : Courmayeur-Mont Blanc, 10380-10430 : Courmayeur-Mont Blanc, 10430-10480 : Courmayeur-Mont Blanc, 10480-10530 : Courmayeur-Mont Blanc, 10530-10580 : Courmayeur-Mont Blanc, 10580-10630 : Courmayeur-Mont Blanc, 10630-10680 : Courmayeur-Mont Blanc, 10680-10730 : Courmayeur-Mont Blanc, 10730-10780 : Courmayeur-Mont Blanc, 10780-10830 : Courmayeur-Mont Blanc, 10830-10880 : Courmayeur-Mont Blanc, 10880-10930 : Courmayeur-Mont Blanc, 10930-10980 : Courmayeur-Mont Blanc, 10980-11030 : Courmayeur-Mont Blanc, 11030-11080 : Courmayeur-Mont Blanc, 11080-11130 : Courmayeur-Mont Blanc, 11130-11180 : Courmayeur-Mont Blanc, 11180-11230 : Courmayeur-Mont Blanc, 11230-11280 : Courmayeur-Mont Blanc, 11280-11330 : Courmayeur-Mont Blanc, 11330-11380 : Courmayeur-Mont Blanc, 11380-11430 : Courmayeur-Mont Blanc, 11430-11480 : Courmayeur-Mont Blanc, 11480-11530 : Courmayeur-Mont Blanc, 11530-11580 : Courmayeur-Mont Blanc, 11580-11630 : Courmayeur-Mont Blanc, 11630-11680 : Courmayeur-Mont Blanc, 11680-11730 : Courmayeur-Mont Blanc, 11730-11780 : Courmayeur-Mont Blanc, 11780-11830 : Courmayeur-Mont Blanc, 11830-11880 : Courmayeur-Mont Blanc, 11880-11930 : Courmayeur-Mont Blanc, 11930-11980 : Courmayeur-Mont Blanc, 11980-12030 : Courmayeur-Mont Blanc, 12030-12080 : Courmayeur-Mont Blanc, 12080-12130 : Courmayeur-Mont Blanc, 12130-12180 : Courmayeur-Mont Blanc, 12180-12230 : Courmayeur-Mont Blanc, 12230-12280 : Courmayeur-Mont Blanc, 12280-12330 : Courmayeur-Mont Blanc, 12330-12380 : Courmayeur-Mont Blanc, 12380-12430 : Courmayeur-Mont Blanc, 12430-12480 : Courmayeur-Mont Blanc, 12480-12530 : Courmayeur-Mont Blanc, 12530-12580 : Courmayeur-Mont Blanc, 12580-12630 : Courmayeur-Mont Blanc, 12630-12680 : Courmayeur-Mont Blanc, 12680-12730 : Courmayeur-Mont Blanc, 12730-12780 : Courmayeur-Mont Blanc, 12780-12830 : Courmayeur-Mont Blanc, 12830-12880 : Courmayeur-Mont Blanc, 12880-12930 : Courmayeur-Mont Blanc, 12930-12980 : Courmayeur-Mont Blanc, 12980-13030 : Courmayeur-Mont Blanc, 13030-13080 : Courmayeur-Mont Blanc, 13080-13130 : Courmayeur-Mont Blanc, 13130-13180 : Courmayeur-Mont Blanc, 13180-13230 : Courmayeur-Mont Blanc, 13230-13280 : Courmayeur-Mont Blanc, 13280-13330 : Courmayeur-Mont Blanc, 13330-13380 : Courmayeur-Mont Blanc, 13380-13430 : Courmayeur-Mont Blanc, 13430-13480 : Courmayeur-Mont Blanc, 13480-13530 : Courmayeur-Mont Blanc, 13530-13580 : Courmayeur-Mont Blanc, 13580-13630 : Courmayeur-Mont Blanc, 13630-13680 : Courmayeur-Mont Blanc, 13680-13730 : Courmayeur-Mont Blanc, 13730-13780 : Courmayeur-Mont Blanc, 13780-13830 : Courmayeur-Mont Blanc, 13830-13880 : Courmayeur-Mont Blanc, 13880-13930 : Courmayeur-Mont Blanc, 13930-13980 : Courmayeur-Mont Blanc, 13980-14030 : Courmayeur-Mont Blanc, 14030-14080 : Courmayeur-Mont Blanc, 14080-14130 : Courmayeur-Mont Blanc, 14130-14180 : Courmayeur-Mont Blanc, 14180-14230 : Courmayeur-Mont Blanc, 14230-14280 : Courmayeur-Mont Blanc, 14280-14330 : Courmayeur-Mont Blanc, 14330-14380 : Courmayeur-Mont Blanc, 14380-14430 : Courmayeur-Mont Blanc, 14430-14480 : Courmayeur-Mont Blanc, 14480-14530 : Courmayeur-Mont Blanc, 14530-14580 : Courmayeur-Mont Blanc, 14580-14630 : Courmayeur-Mont Blanc, 14630-14680 : Courmayeur-Mont Blanc, 14680-14730 : Courmayeur-Mont Blanc, 14730-14780 : Courmayeur-Mont Blanc, 14780-14830 : Courmayeur-Mont Blanc, 14830-14880 : Courmayeur-Mont Blanc, 14880-14930 : Courmayeur-Mont Blanc, 14930-14980 : Courmayeur-Mont Blanc, 14980-15030 : Courmayeur-Mont Blanc, 15030-15080 : Courmayeur-Mont Blanc, 15080-15130 : Courmayeur-Mont Blanc, 15130-15180 : Courmayeur-Mont Blanc, 15180-15230 : Courmayeur-Mont Blanc, 15230-15280 : Courmayeur-Mont Blanc, 15280-15330 : Courmayeur-Mont Blanc, 15330-15380 : Courmayeur-Mont Blanc, 15380-15430 : Courmayeur-Mont Blanc, 15430-15480 : Courmayeur-Mont Blanc, 15480-15530 : Courmayeur-Mont Blanc, 15530-15580 : Courmayeur-Mont Blanc, 15580-15630 : Courmayeur-Mont Blanc, 15630-15680 : Courmayeur-Mont Blanc, 15680-15730 : Courmayeur-Mont Blanc, 15730-15780 : Courmayeur-Mont Blanc, 15780-15830 : Courmayeur-Mont Blanc, 15830-15880 : Courmayeur-Mont Blanc, 15880-15930 : Courmayeur-Mont Blanc, 15930-15980 : Courmayeur-Mont Blanc, 15980-16030 : Courmayeur-Mont Blanc, 16030-16080 : Courmayeur-Mont Blanc, 16080-16130 : Courmayeur-Mont Blanc, 16130-16180 : Courmayeur-Mont Blanc, 16180-16230 : Courmayeur-Mont Blanc, 16230-16280 : Courmayeur-Mont Blanc, 16280-16330 : Courmayeur-Mont Blanc, 16330-16380 : Courmayeur-Mont Blanc, 16380-16430 : Courmayeur-Mont Blanc, 16430-16480 : Courmayeur-Mont Blanc, 16480-16530 : Courmayeur-Mont Blanc, 16530-16580 : Courmayeur-Mont Blanc, 16580-16630 : Courmayeur-Mont Blanc, 16630-16680 : Courmayeur-Mont Blanc, 16680-16730 : Courmayeur-Mont Blanc, 16730-16780 : Courmayeur-Mont Blanc, 16780-16830 : Courmayeur-Mont Blanc, 16830-16880 : Courmayeur-Mont Blanc, 16880-16930 : Courmayeur-Mont Blanc, 16930-16980 : Courmayeur-Mont Blanc, 16980-17030 : Courmayeur-Mont Blanc, 17030-17080 : Courmayeur-Mont Blanc, 17080-17130 : Courmayeur-Mont Blanc, 17130-17180 : Courmayeur-Mont Blanc, 17180-17230 : Courmayeur-Mont Blanc, 17230-17280 : Courmayeur-Mont Blanc, 17280-17330 : Courmayeur-Mont Blanc, 17330-17380 : Courmayeur-Mont Blanc, 17380-17430 : Courmayeur-Mont Blanc, 17430-17480 : Courmayeur-Mont Blanc, 17480-17530 : Courmayeur-Mont Blanc, 17530-17580 : Courmayeur-Mont Blanc, 17580-17630 : Courmayeur-Mont Blanc, 17630-17680 : Courmayeur-Mont Blanc, 17680-17730 : Courmayeur-Mont Blanc, 17730-17780 : Courmayeur-Mont Blanc, 17780-17830 : Courmayeur-Mont Blanc, 17830-17880 : Courmayeur-Mont Blanc, 17880-17930 : Courmayeur-Mont Blanc, 17930-17980 : Courmayeur-Mont Blanc, 17980-18030 : Courmayeur-Mont Blanc, 18030-18080 : Courmayeur-Mont Blanc, 18080-18130 : Courmayeur-Mont Blanc, 18130-18180 : Courmayeur-Mont Blanc, 18180-18230 : Courmayeur-Mont Blanc, 18230-18280 : Courmayeur-Mont Blanc, 18280-18330 : Courmayeur-Mont Blanc, 18330-18380 : Courmayeur-Mont Blanc, 18380-18430 : Courmayeur-Mont Blanc, 18430-18480 : Courmayeur-Mont Blanc, 18480-18530 : Courmayeur-Mont Blanc, 18530-18580 : Courmayeur-Mont Blanc, 18580-18630 : Courmayeur-Mont Blanc, 18630-18680 : Courmayeur-Mont Blanc, 18680-18730 : Courmayeur-Mont Blanc, 18730-18780 : Courmayeur-Mont Blanc, 18780-18830 : Courmayeur-Mont Blanc, 18830-18880 : Courmayeur-Mont Blanc, 18880-18930 : Courmayeur-Mont Blanc, 18930-18980 : Courmayeur-Mont Blanc, 18980-19030 : Courmayeur-Mont Blanc, 19030-19080 : Courmayeur-Mont Blanc, 19080-19130 : Courmayeur-Mont Blanc, 19130-19180 : Courmayeur-Mont Blanc, 19180-19230 : Courmayeur-Mont Blanc, 19230-19280 : Courmayeur-Mont Blanc, 19280-19330 : Courmayeur-Mont Blanc, 19330-19380 : Courmayeur-Mont Blanc, 19380-19430 : Courmayeur-Mont Blanc, 19430-19480 : Courmayeur-Mont Blanc, 19480-19530 : Courmayeur-Mont Blanc, 19530-19580 : Courmayeur-Mont Blanc, 19580-19630 : Courmayeur-Mont Blanc, 19630-19680 : Courmayeur-Mont Blanc, 19680-19730 : Courmayeur-Mont Blanc, 19730-19780 : Courmayeur-Mont Blanc, 19780-19830 : Courmayeur-Mont Blanc, 19830-19880 : Courmayeur-Mont Blanc, 19880-19930 : Courmayeur-Mont Blanc, 19930-19980 : Courmayeur-Mont Blanc, 19980-20030 : Courmayeur-Mont Blanc, 20030-20080 : Courmayeur-Mont Blanc, 20080-20130 : Courmayeur-Mont Blanc, 20130-20180 : Courmayeur-Mont Blanc, 20180-20230 : Courmayeur-Mont Blanc, 20230-20280 : Courmayeur-Mont Blanc, 20280-20330 : Courmayeur-Mont Blanc, 20330-20380 : Courmayeur-Mont Blanc, 20380-20430 : Courmayeur-Mont Blanc, 20430-20480 : Courmayeur-Mont Blanc, 20480-20530 : Courmayeur-Mont Blanc, 20530-20580 : Courmayeur-Mont Blanc, 20580-20630 : Courmayeur-Mont Blanc, 20630-20680 : Courmayeur-Mont Blanc, 20680-20730 : Courmayeur-Mont Blanc, 20730-20780 : Courmayeur-Mont Blanc, 20780-20830 : Courmayeur-Mont Blanc, 20830-20880 : Courmayeur-Mont Blanc, 20880-20930 : Courmayeur-Mont Blanc, 20930-20980 : Courmayeur-Mont Blanc, 20980-21030 : Courmayeur-Mont Blanc, 21030-21080 : Courmayeur-Mont Blanc, 21080-21130 : Courmayeur-Mont Blanc, 21130-21180 : Courmayeur-Mont Blanc, 21180-21230 : Courmayeur-Mont Blanc, 2

	la ligne	la ligne 12
OFFRES D'EMPLOI	40,00	45,76
"Placards encadrés" 2 col. et +		
(la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

	la ligne	la ligne 12
L'ANNONCIER	28,00	32,08
"Placards encadrés"	34,00	38,88
Double insertion		
"Placards encadrés"	40,00	
L'AGENDA DU MOIS	28,00	32,08

REPRODUCTION INTERDITE

emploi régional

ENTREPRISE EN EXPANSION REGION LANGUEDOC
recherche

DIRECTEUR

Il faut avoir :

- Diplôme, Etude Commerciale
- Expérience organisation et relations production
- Animation et recrutement représentants

Sera apprécié :

- Esprit Marketing.
- Compréhension technique
- Connaissance imprimerie ou emballage.

Envoyer C.V. manuscrit complet photo et prétentions/réf 2431 M à P. LICHOU S.A., 10, rue de Louvain 75003 Paris cedex 02 qui transmettra

Importante banque régionale rech. pour succéder le RESPONSABLE FINANCIER de la DIRECTION COMMERCIALE :

- 1) UN CADRE classe V ou VI**
30 ans minimum - Sérieuse formation universitaire ou professionnelle.
Expérience approfondie de l'exploitation et clientèle prise de haut standing et de la gestion de portefeuille.
- 2) UN CADRE classe III ou IV**
30 ans minimum - Niveau S.P.
Bonne maîtrise des techniques de la Banque et des clubs d'investissement.

Atte :

- d'exploitation directe à un niveau élevé (gestion de portefeuille) ;
- d'animation du réseau d'agences et de formation du personnel ;
- d'administration et de carrière.

Env. C.V. détail, photo et prétentions à : M. L. 4449 NANTES CEDEX.

FRANCHE-COMTE
ENTREPRISE AGRO-ALIMENTAIRE
recherche

RESPONSABLE DU SERVICE TRANSPORTS

Fortes expériences des transports routiers et de la manutention, acquies de préférence à un poste de responsabilité dans un service transports.

Compétences : concevoir, organiser la fonction de 30 véhicules. Il dépendra du Chef d'Exploitation. Ce poste est à pourvoir rapidement.

Env. lettre man., C.V., photo, sous numéro 0177, Contesse P., 30, av. Opéra, 75001 Paris, qui transmettra.

ENTREPRISE FRANCHE-COMTE
recherche

COMPTABLE

Titulaire d'un B.T.S., D.U.T. ou équivalent - Responsable de la comptabilité générale jusqu'au bilan, fiscalité, il devra justifier d'une expérience de 3 à 5 ans en entreprise industrielle.

Situation : Besançon.

Lieu de travail BESANCON

Env. lettre man., C.V., photo, sous numéro 0177, Contesse P., 30, av. Opéra, 75001 Paris, qui transmettra.

C.N.T.R.
COMPAGNIE NORMANDE DE TRAVAIL ROUTIER
recherche

CHEF DE BUREAU COMPTABILITE

Diplôme Comptable exigé.
Expérience dans Transports.

Situation : Paris - Possibilité d'avancer.

Env. avec C.V. et photo, sous numéro 0177, Contesse P., 30, av. Opéra, 75001 Paris, qui transmettra.

Foyer MARTIN-LUTHER-KING
4111 LOUVIGNY, 4 km centre
CAEN. Foyer de rééducation par
activités. Conv. collective 1964
rech. de suite ECONOMIE assur.
responsable de la gestion matérielle
et comptable. Contrôle de
rentabilité du personnel, animation
des Services Généraux.
Envoyer C.V. écrit et photo.

ENTREPRISE DE BATIMENT
second œuvre

150 km Nord de Paris
recherche son

RESPONSABLE COMPTABILITE CLIENTS
(4 000 comptes)

Le candidat devra :

- Posséder un B.T. comptable ou expérience équivalente.
- Pouvoir les écritures, équilibrer les balances.
- Être apte à dominer les problèmes propres au bâtiment.

Logement assuré.
Ecrire 591 999 REGIE PRESSE, 25 bis, P. Reunier, 75002 Paris.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT DE LA SAVOIE
22, rue Dorian-Desfray
S.P. 19, 73001 CHAMBERY.

CONSEILLER TOURISTIQUE

pour promouvoir et suivre projets.
Bon niveau en ski tout terrain apprécié.

Ecrire ou joindre C.V. et références professionnelles adresse ci-dessus.

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE EN PLEINE EXPANSION
(FRANCE-ITALIE-R.F.A.) à forte participation U.S.
recherche pour renforcer son équipe

DÉPARTEMENT PERSONNEL
CHEF DU PERSONNEL
(800 personnes)
30 ans minimum (Bât. 200)
Candidat de formation supérieure (Sciences, etc.), ayant 5 ans d'expérience du Service Personnel, acquies en usine et capable :
- de participer à l'élaboration de la politique du personnel et à son application ;
- d'assurer la responsabilité de la gestion dynamique du personnel et des relations sociales (recrutement, formation, promotion, relations avec représentants du personnel).
La connaissance de l'anglais écrit et parlé est indispensable.
Le poste est à pourvoir dans la région ROUGE-ALPES.

DÉPARTEMENT COMMERCIAL
UN RESPONSABLE DE ZONE
30 ans minimum (Bât. 200)
Formation Ingénieur (Sciences d'Électronique ou d'Électrotechnique, SUDBEL) 2 à 3 ans d'expérience technique, en France ou à l'étranger, et voulant se diriger vers le commercial.
Il sera chargé après une période de formation de :
- prospection ;
- négociation ;
- définition des produits ;
- suivi des clients.
La connaissance de l'anglais écrit et parlé est indispensable.
Le poste est à pourvoir à PARIS et éventuellement à l'étranger.

DÉPARTEMENT FINANCIER
UN CADRE FINANCIER
30 ans minimum (Bât. 200)
Ayant une expérience industrielle de fabrication grande série et la pratique des prix standard. Cet homme doit être familiarisé avec les systèmes de Reporting Américain. Il occupera le Budget, Contrôle Budgétaire, des Plans à long et moyen termes.
Il est français et capable de déplacements fréquents en France et à l'étranger.
Env. C.V. détail, photo et prétentions à : M. L. 4449 NANTES CEDEX.

INSTRUMENTS S.A.
ISA-JOBIN YVON

Recherche d'URGENCE pour la FRANCE en raison du développement de son

DÉPARTEMENT CHROMATOGRAPHIE

2 INGÉNIEURS TECHNIQUE-COMMERCIAUX

POUR VENTE CHROMATOGRAPHES EN PHASE LIQUIDE, ANALYTIQUES ET PRÉPARATIFS

VENDEURS EFFICACES ET CONNAISSANT BIEN CLIENTÈLE

Env. C.V. détail, lettre manuscrite, prétentions, photo à : M. MONTASTIER, Directeur du département Chromatographie, JOBIN-YVON, 15-16, rue du Canal, 91160 LONGJUMEAU

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER
recherche

ANALYSTES PROGRAMMEURS

pour réaliser des applications :
IBM 370/145 sous OS/VS/VS2
- 2 à 3 ans d'expérience
- COBOL/ANS
- Connaissance dans le domaine des statistiques ou de la gestion de packages statistiques.

DECENTRALISATION BANQUEUR CREDIT EN FRANCE
Env. C.V., photo et prétentions à : M. L. 4449 NANTES CEDEX.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
renommée pour la conception et la réalisation de systèmes de process control et d'instrumentation pour les industries pétrolières, chimiques, alimentaires, etc.

INGÉNIEUR COMMERCIAL

pour développer sa filiale récemment créée à Paris. Ingénieur électrotechnicien de formation, le candidat devra avoir une expérience de la négociation et de la vente de systèmes de contrôle automatisés et être capable d'assurer une liaison technique et commerciale entre la France et le site.

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable : une période de formation en Angleterre et en Hollande est prévue.

Conditions intéressantes et excellentes perspectives d'avenir. Merite avec curriculum vitae et référence ROYER, A. T&S, 77, rue La Boétie, 75008 PARIS

URGENT

Cours de français, écriture pour adultes à l'étranger. Anglaise - Chèques pour trois mois

PROFESSEUR

recherche aux méthodes audio-visuelles. Expérience O.E.D.I.A. appréciée. Présence indispensable dès le 6 mars. Voyage payé. Votant désire 100% pas essentielle. Téléphonez au P.C.V. entre 17 h. et 19 h. au 79430-126 (Broughton, Hampshire 238)

Compagnie Générale d'Informatique

Société de Conseil et de Services

animateurs de formation

- Formation générale : grandes écoles, université niveau maîtrise
- Expérience de quelques années dans la réalisation de systèmes informatiques de gestion
- Connaissances appréciées : télétraitement, CORIG.

Le poste :

- participation à la définition de nouveaux produits formation 15 %
- définition et réalisation des supports pédagogiques de nos produits 35 %
- animation de nos produits de formation 50 %

Salaire à débattre à partir de 60 000 F.

Les candidats retenus suivront un perfectionnement dans les techniques de la CGI (CORIG, PAC).

Envoyer CV + lettre manuscrite + Photo à Christian VOISARD 84, rue de Grenelle, 75007 Paris

Sté en expansion (C.A. sup. 100 millions de F)

COMPOSANTS AUTOMATISATION pour l'INDUSTRIE

recherche :

H.E.C. ou E.S.S.E.C.

PRATIQUE COURANTE DE L'ALLEMAND

Il est demandé de développer :
- un réseau de vente en ALLEMAGNE SEULEMENT

Après environ 3 ans de réussite entraînera un retour en France à UN POSTE IMPORTANT, le cadre du développement de la Société. Ce poste offre une grande responsabilité d'écoulement.

Envoyer curriculum vitae manuscrit, photo, sous le numéro 1.859, Contesse P., 30, av. Opéra, 75001 PARIS, qui transmettra.

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

L'important de l'Informatique recherche, pour son siège à Neuilly-sur-Seine, un diplômé de l'Université, expérimenté capable de développer son plan informatique.

Intéressé à la Direction Générale, il aura à étudier et à mettre en œuvre de nouveaux systèmes de travail avec les différents chefs de département.

Le candidat, âgé de 30 ans minimum, devra témoigner d'une expérience en informatique et organisation.

Le poste offre :
- un salaire intéressant ;
- une formation continue ;
- une évolution de carrière.

Envoyer C.V. + photo à :

sextant dpa, 182, av. Charles de Gaulle 92200 Neuilly-sur-Seine

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
POSITION III C

- Age minimum 30 ans ;
- solide expérience technique : analogique, télécommunications acquies en France pendant cinq années au minimum ;
- capable de répondre à des demandes d'offres ;
- autorité indispensable pour diriger une équipe d'ingénieurs d'études.

Adresser curriculum vitae manuscrit, photo, sous le numéro 1.859, Contesse P., 30, av. Opéra, 75001 PARIS, qui transmettra.

comptable (HOMME)

TITULAIRE DU BTS de préférence
Connaissances approfondies et pratique de la Comptabilité Analytique.

offrons situation d'avant à élément de valeur, position cadre.

Envoyer CV sous référence 6231 à :

44, rue BONNE-NOUVELLE 75008 PARIS qui transmettra

DEUTSCHER JOURNALIST

Wird von Internationaler Pressenagentur in Paris für deutschsprachigen Dienst gesucht

VORAUSSETZUNG :
- Fachliche Qualifikation der deutschsprachigen Sprache
- Kenntnisse der spanischen Sprache erwünscht.

Zuschriften an : HAVAS CONTACT, 106, boulevard Hausmann, 75008 PARIS, sous réf. 31.758, qui transmettra.

Un Représentant Commercial-Technique

Nos clients, grands producteurs de réfractaires de réputation internationale, vendent leurs produits dans le monde aux industries de la fonte, de l'acier et des non-ferreux, aux glacières, cimenteries et usines pétrochimiques.

Dans le cadre de l'extension de leurs services commerciaux, ils désirent un vendeur qui sera chargé de contrôler et d'étendre la vente de leurs produits.

Il est souhaitable que les candidats démontrent leur habileté à vendre les produits industriels et le matériel de première importance.

Il est également qu'ils aient une expérience de l'industrie ou des contacts avec les utilisateurs de cette industrie.

Il est essentiel qu'ils aient une bonne connaissance de l'anglais bien parlé qu'ils aient la formation nécessaire sera donnée dans les bureaux et les usines de l'industrie.

Les conditions d'emploi sont celles qui peuvent être attendues d'une industrie moderne et seront discutées avec les candidats au cours des entretiens.

Toutes les candidatures pour cet emploi devront être accompagnées d'un C.V. détaillé et seront envoyées directement à nos clients, de ce fait il devra être mentionné sur la lettre d'accompagnement : les sociétés auxquelles elles ne devront pas être transmises.

Le poste est à pourvoir à l'adresse ci-dessous :
Position Number Supervisor, Position Number DNB 5920
Austin Knight Ltd,
20 Soho Square, London W1A 1DS, England.

AK ADVERTISING

العمل في المجال

- Il est possible de maîtriser les dépenses sociales et d'atténuer des inégalités trop criantes
- Les systèmes d'aide aux familles, aux personnes âgées et aux chômeurs devraient être complètement réformés

analyses : « On est progressivement revenu à un stalinisme proche de celui des anciens bureaux de main-d'œuvre. »

Pour combattre cette évolution, ils demandent que l'Agence concentre davantage ses efforts sur le placement plutôt que de diversifier ses activités. Ils suggèrent aussi une modification des méthodes de travail, en donnant la prio-

part, le contrôle sur place qui ne doit pas dépendre de l'Agence mais des directions départementales du travail.

ROBINSON ET
SIGNÉ DEUX ACCORDS
AVEC LE GROUPE CANADIEN
NORTHERN TELECOM

La Compagnie générale d'électricité, face à cette « tactique enveloppante » de Thomson, va se trouver quelque peu isolée. A moins que, à son tour, elle ne trouve un partenaire étranger — européen de préférence — qui pourrait notamment lui apporter le soutien d'un vaste réseau commercial international. — J.-M. Q.]

**LE GOUVERNEMENT
ADRESSE UN ULTIMATUM
AUX GREVISTES
DE BRITISH LEYLAND**

Certains porte-parole de la gauche travailliste se sont élevés aux Communes contre les pressions « scandaleuses » que le gouvernement exercerait sur les travailleurs. De son côté, Sir Keith Joseph, au nom du parti conservateur, n'a pas caché son scepticisme quant à la « fermeté » du ministre de l'industrie. — J.W.

**LE GROUPE PLESSEY
FERME TROIS USINES**

691 millions de dollars en février pour atteindre 7 787 millions de dollars, ce qui constitue presque un niveau record (7 834 millions en novembre 1974). Pendant ce mois, la Grande-Bretagne a effectué un premier tirage de 250 millions de dollars sur le prêt international de 1,5 milliard. En outre, des fonds déposés à l'étranger ont été rapatriés.

**A LA SUITE D'UNE CONCESSION
DE M. CALLAGHAN
L'OPPOSITION ACCEPTE
LA NATIONALISATION
DES CHANTIERS NAVALS**

chain. Selon la centrale syndicale, cette relance « devrait comprendre une réduction de 1,7 milliard de livres de l'impôt sur le revenu, principalement au profit des petits salariés. Le TUC préconise en outre une revalorisation des retraites et l'octroi de 100 millions de livres de subventions aux chefs d'entreprises pour les inciter à créer des emplois supplémentaires ».

L'octroi du prêt du F.M.I. est devenu une affaire politique

noûble des salaires et le gouvernement se montrant incapable de faire passer de telles lois, les politiciens modestes s'efforcent d'attirer l'attention néanmoins dans ces deux directions. Mais un nouvel obstacle vient de surgir : on s'est aperçu que le futur réformisme socialiste ne peut pas être financé par les milliards de lire, mais huit à neuf fois cette somme. De quoi faire perdre leur latin aux aspects du P.M.I. qui pourront guider le temps de la prospérité ?

Le débat se termine par une séquence portant sur le développement commercial de l'Indonésie.

M. Barre : nous devons lutter contre tout retour au protectionnisme

La croissance serait plus forte que prévu durant le deuxième semestre de 1977

هنا من الام

UNILEVER
EN 1976

UNILEVER
EN 1976

IMMOFFICE

[illegible]

PONY FRANCE - MAG INTERNATIONAL

Au cours de l'assemblée générale des actionnaires du 30 décembre 1976, en vue de la déclaration de souscriptions et de versement du 30 décembre 1976, la collectivité des associés décide d'augmenter le capital social de 4 millions 500 000 francs.

Le capital précédemment fixé à 1 500 000 francs a ainsi été porté à 6 millions de francs.

La société Mitsubishi et la société Hutchinson, dont la CFE détient 50 % des actions, sont les principaux actionnaires de Pony-France - Magasin International.

Le capital social est établi 3, avenue Foch, 75008 Paris.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Fr. suisse	Schweizer Lf.
68 hours.	4 1/4	5 1/4		
1 mole	4 5/8	5 1/4	2 1/2	2 3/4
3 mole	4 7/8	5 3/4	2 1/2	2 3/4
6 mole	4 7/8	5 3/4	2 1/2	2 3/4

BOURSE DU BRILLANT

MARCHÉ DU BRILLANT
 Pris d'un brillant rond, spécimen
 BLANC EXCEPTIONNEL,
 1 CARAT
 3 marts : 45.252 F T.T.C.
 commission 4.90 % +
M. GÉRARD. JOAILLIERS
 8, avenue Montaigne - Paris (8^e)
 Tél. 339-83-96

